

سكنا من الاموال

# Le Monde

DERNIERE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13500 - 4,50 F - Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : André Fontaine - VENDREDI 24 JUIN 1988

## Fin de règne en Birmanie

**L**a dictature du général Ne Win, âgé de soixante-dix-sept ans, au pouvoir depuis 1962 en Birmanie, se porte de plus en plus mal. Les violentes manifestations étudiantes de ces derniers jours - la radio officielle a fait état de neuf morts et vingt-six blessés - soulignent l'atmosphère de fin de règne dans ce pays qui vit pratiquement en autarcie depuis plusieurs décennies.

Certes, la contestation étudiante, qui a repris en septembre 1987 après treize années de passivité, ne constitue par une réelle menace pour le régime, puisqu'elle ne semble pas, pour l'instant, être appuyée par des militaires. En revanche, elle traduit une exaspération croissante face aux conditions de vie et prend un sens de plus en plus politique. Les étudiants réclament, en effet, l'autorisation de former un syndicat et l'ouverture d'une enquête impartiale sur les affrontements qui, en mars dernier, auraient fait au moins quarante morts, alors que le pouvoir affirme que seulement deux étudiants ont été tués par balle.

**T**out en ne tolérant aucune opposition, le régime du général Ne Win n'a résolu aucun des grands problèmes auquel il est confronté. A la périphérie de l'Union, les insurrections politiques et ethniques se poursuivent avec des hauts et des bas, mais sans que Rangoon cherche sérieusement à négocier, dans un cadre fédéral, des compromis avec les rebelles. Sur le plan économique, la « voie birmane vers le socialisme » s'est traduite par une désorganisation générale, le dernier exemple en ayant été, en septembre, une démonsstration sans compensation, qui contribua à susciter le colère des étudiants.

Face à ce ras-le-bol général devant l'incurie d'une bureaucratie phérogique, le régime n'a jusqu'ici réagi qu'en réprimant. On ferme les universités ou les grandes écoles et, parfois, on demande même à l'armée d'aller y faire le ménage. Cette fois, un couvre-feu nocturne a été imposé à Rangoon, où une marche étudiante avait rassemblé quelque cinq mille personnes. Mais rien n'a été véritablement entrepris pour tenter de corriger les erreurs du passé.

**L**a situation en Birmanie continue de se dégrader, en dépit d'un potentiel qui, selon des experts occidentaux, permettrait de redresser rapidement la barre. Ce pays, de quelque trente-sept millions d'habitants, a l'un des niveaux de vie les plus bas d'Asie. La scolarisation et la santé y ont pris des retards considérables. L'économie de subsistance y est la règle. Faudra-t-il attendre la disparition du général Ne Win pour que Rangoon tente, enfin, d'entrer dans le vingtième siècle ?

**La crise au Pakistan**  
L'armée, citadelle imprenable  
Lire page 3  
l'article de  
LAURENT ZECCHINI

M 0147 - 0624 0 - 4,50 F  
3790147004500 06240

Trois entretiens prévus avec M. Waldheim

## Le pape entame en Autriche une visite controversée

Jean-Paul II était attendu, le jeudi 23 juin en fin d'après-midi, à Vienne, pour une visite de cinq jours en Autriche. Il doit se rendre vendredi au camp de concentration de Mauthausen.

Ses rencontres prévues avec le président Waldheim sont déjà l'objet de controverses.

Le pape Jean-Paul II s'était déjà rendu en Autriche en 1983. Cette fois, cependant, il va à la rencontre d'une Eglise en crise, majoritairement opposée à de récentes nominations d'évêques conservateurs.

En outre, les trois entretiens qu'il doit avoir avec le chef de l'Etat autrichien, M. Kurt Waldheim, dont le passé militaire dans la Wehrmacht n'a cessé d'alimenter les polémiques depuis son élection en 1986, suscitent des réactions hostiles.

Le rabbin Marc Tannenbaum, de New-York, a souhaité que le pape profite de sa visite au camp de Mauthausen pour prendre une position claire sur l'attitude qu'avait eue pendant la guerre l'Eglise autrichienne face au nazisme.

(Lire page 7 l'article d'HENRI TINGO.)

La devise américaine au-dessus de 6 F à Paris

## Les placements japonais dopent le dollar

Pour la première fois depuis huit mois, le dollar est remonté un peu au-dessus de 6 F à Paris, le jeudi 23 juin. Le redressement, provoqué par des placements japonais, s'est effectué pour toutes les monnaies. Le mouvement d'euphorie s'est communiqué à la Bourse de New-York, où l'indice Dow Jones a gagné 43 points.

Les déclarations optimistes des sept chefs d'Etat et de gouvernement de pays industrialisés, à Toronto, et les écarts subtils de taux d'intérêt ont provoqué un mouvement de spéculation sur le dollar. Celui-ci a pratiquement retrouvé son niveau d'il y a huit mois, dépassant de peu les 6 F à Paris, alors qu'il était tombé aux alentours de 5,56 F fin novembre. En l'absence d'un relèvement des taux de leur banque centrale, les investisseurs japonais ont choisi en masse les placements en dollars à taux élevés. Pris dans le mouvement, Wall Street a vu l'indice Dow Jones gagner 43 points et remonter à 2 152.

Les observateurs estiment, néanmoins, que ce mouvement spéculatif pourrait être de courte durée.

(Lire page 33 l'article de FRANÇOIS RENARD.)

## La rentrée parlementaire



Lire page 8 l'article de Daniel Carton et Pierre Servant et nos informations pages 8 et 9

## La préparation de l'Europe de 1993

### Epargne sans frontières

La France est menacée d'une fuite de capitaux si elle ne modifie pas radicalement sa fiscalité sur les produits de l'épargne. Le rapport Lebègue propose des solutions.

Attirée par une fiscalité plus légère ou un contrôle fiscal moins rigoureux, l'épargne française ne risque-t-elle pas de fuir à l'étranger ? Depuis l'adoption, le 13 juin, par le conseil des ministres des Douze, de la directive sur la libération des mouvements de capitaux, la question n'est plus seulement théo-

### Métiers sans barrières

La directive sur la reconnaissance mutuelle des diplômes marque une étape décisive dans la politique de la Commission européenne pour pousser à unifier les formations.

Patiemment mais obstinément, la Commission européenne tisse sa toile pour contraindre les douze pays membres à abolir les frontières entre les formations et les diplômes. L'entreprise n'est pas simple, tant on touche là aux

Soixante livres pour l'été.  
PAGES 13 à 26

**Nouvelle-Calédonie**  
Les négociations reprennent entre indépendantistes et anti-indépendantistes sous l'égide de Matignon.  
PAGE 10

**« Guerre du feu » en Israël**  
Six cents incendies depuis le 1<sup>er</sup> mai.  
PAGE 5

**Association Maxwell-SGB**  
Un accord dans le secteur de la communication entre le Britannique et la Société générale de Belgique.  
PAGE 28

**Conseil d'Etat et télé privées**  
La 5 et M6 épinglées par la juridiction administrative après les plaintes de la CNCL.  
PAGE 28

**Baccalauréat**  
Les sujets de l'épreuve anticipée de français.  
PAGE 40

Le sommaire complet se trouve en page 40

**MICHEL ALBERT**  
**JEAN BOISSONNAT**

Collection L'histoire immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud 89 F

Editions du Seuil

## Un entretien avec le président Chadli

« Notre génération a la responsabilité du projet unitaire maghrébin »

Le comité central du FLN algérien s'est réuni, le mercredi 22 juin, pour une session consacrée aux problèmes de l'éducation et à la préparation du prochain congrès du parti, qui aura lieu dans six mois et devrait consacrer les importants changements amorcés sous la direction du président Chadli : révision de la politique économique dans un sens plus favorable au secteur privé ; relance de l'agriculture ; coopération intermaghrébine après la réconciliation avec le Maroc. Dans un entretien au « Monde », le chef de l'Etat algérien évoque les questions qui sont actuellement au centre du débat politique dans son pays.

Le monde arabe a fait l'ample démonstration de son attachement à une paix globale, juste et définitive au Proche-Orient. Dans le même temps, le sommet a décidé d'assumer toutes ses responsabilités à l'égard du soulèvement dans les territoires occupés. L'Organisation de libération de la Palestine en est sortie renforcée, et la nation arabe a retrouvé une cohésion et une unité de pensée que je considère comme particulièrement prometteuses.

tion de l'évolution du sort des armes, si bien que les principes qui sont à la base du consensus arabe sur un règlement pacifique et honorable de ce conflit rencontrent, aujourd'hui comme hier, l'accord complet de l'Algérie.

« Les relations de l'Algérie avec l'Iran ne souffrent pas d'ambiguïté. Elle ne servent aucun intérêt national particulier. Ces relations sont au service de la paix, et je suis persuadé que c'est ainsi qu'elles sont comprises au sein de la Ligue arabe et par les autorités iraniennes.

« Iriez-vous jusqu'à accepter que des mesures contraignantes soient adoptées pour amener Téhéran à appliquer la résolution 598 ?

« Des efforts intenses sont déployés pour l'application de cette résolution. Il y a quelque temps, je me suis entretenu longuement à Addis-Abeba avec M. Perez de Cuellar de l'état d'avancement de ces efforts et de leurs perspectives.

« La question de l'embargo sur les armes est largement mentionnée parmi les mesures contraignantes que vous évoquez.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(Lire la suite page 4.)

ALGER  
de notre correspondant

« Quelles leçons tirez-vous du sommet arabe d'Alger ?

« J'en suis naturellement satisfait, le sommet ayant atteint les objectifs pour lesquels l'Algérie a pris l'initiative de sa tenue.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 158 pes. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 50 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 180 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sh. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (avec Canal), 2 \$.



PAKISTAN : la crise politique

L'armée, citadelle imprenable

KARACHI de notre envoyé spécial Les Pakistanais attendent avec un certain étonnement de savoir s'ils retrouveront ou non des institutions démocratiques. Un seul homme, dans ce pays de cent cinquante millions d'habitants...

Bhutto, pendu sur ordre de l'actuel président et héritier d'une autre riche famille terrassée du Sind, avait envoyé une invitation au premier ministre. Par simple solidarité patriote...

d'un seul coup les services de renseignement du président, il le désarmait. Ce n'était pas la première fois que M. Jenejo s'était occupé de l'establishment militaire. Peu avant, le premier ministre avait refusé une promotion du lieutenant-colonel Zahid Kibar Khan...

Les dépenses militaires

L'ancien premier ministre s'était également mis en tête de demander au chef de l'Etat de renoncer à son poste de chef d'état-major de l'armée de terre. Enfin, il était décidé à « frapper un grand coup » à l'occasion du prochain budget de la défense...

Selon un thème prévalant dans les milieux diplomatiques et politiques, M. Jenejo se préparait à rendre public, pendant le voyage en Chine du président Zia, prévu le 30 mai, le rapport de la commission d'enquête sur la catastrophe du dépôt de munitions d'Ojheri, entièrement détruit le 10 avril. Ce rapport, rédigé par un officier proche de M. Jenejo...

CHINE : après les récentes propositions du dalaï-lama

Pékin semble prêt à ouvrir le dialogue avec le chef spirituel tibétain

PÉKIN de notre correspondant La Chine a laissé entendre que les propositions du dalaï-lama pour un règlement de la crise tibétaine (le Monde du 22 juin) l'intéressaient. Tout ce qui concerne le Tibet peut être discuté, hormis l'indépendance du Tibet...

niveau ces conversations pourraient avoir lieu. La Chine ne fait pas pour autant son refus catégorique de tout ce qui pourrait ressembler à un abandon de souveraineté. Il ne s'agit pas de se laisser aller à un abandon de souveraineté, ni indépendance, ni semi-indépendance, ni indépendance déguisée du Tibet...

De même, les diplomates chinois ont reproché au dalaï-lama d'avoir fait usage d'une plate-forme internationale, le Parlement de Strasbourg, pour exposer ses idées d'un système d'autonomie régionale inspiré du futur statut de Hong Kong...

Si tout porte à croire que l'armée a multiplié les pressions sur le président Zia pour qu'il se débarrasse de M. Jenejo, le chef de l'Etat a beaucoup perdu en ce faisant : une stabilité politique (l'opposition jusque-là ne faisait que demander, de façon rituelle, de nouvelles élections)...

CANADA : à quelques mois des élections

Le sommet de Toronto a été une bonne opération pour le gouvernement de M. Mulroney

TORONTO de notre envoyée spéciale Le sommet de Toronto est arrivé à point nommé sur l'agenda électoral du premier ministre canadien, dont la politique est ici loin de faire l'unanimité. Élu en septembre 1984, M. Brian Mulroney doit organiser des élections d'ici trois ou quatre mois. Dans le système politique d'inspiration britannique du Canada, les mandats peuvent théoriquement durer cinq ans au maximum...

Porté au pouvoir avec une majorité sans précédent dans l'histoire de ce pays (211 députés sur 282), le Parti conservateur est cependant loin d'être en bonne posture dans les sondages, qui ne lui accordent depuis plusieurs mois qu'environ 30 % des intentions de vote, tandis que les libéraux de M. John Turner obtiennent régulièrement dix points de plus.

La cote de popularité des conservateurs s'est effritée au fur et à mesure qu'étaient les scandales. Six ministres ont dû remettre leur démission. Un « code de conduite » plus sévère a été imposé aux membres du cabinet en début d'année, mais la pente est longue à remonter. Incapable de tirer profit de ses bonnes performances économiques (croissance d'environ 4 %), chômage descendu sous la barre des 8 %...

M. Michael Wilson, avait annoncé dès dimanche que les sept chefs d'Etat et de gouvernement avaient tous salué la signature de l'accord canado-américain — avant même que M. Mitterrand ait eu l'occasion de s'exprimer sur le sujet. La France, tout comme le Japon, a d'ailleurs souligné, mardi, que son « appui » n'était pas inconditionnel : la libéralisation des échanges entre le Canada et les Etats-Unis ne doit pas, ont averti les Français, se traduire par l'adoption de mesures plus protectionnistes à l'égard des pays tiers.

M. Mulroney a enfin reçu une bonne nouvelle durant ce sommet : Lucien Bouchard, l'ancien ambassadeur du Canada à Paris, nommé secrétaire d'Etat à Ottawa en avril, a été élu député lundi à l'occasion d'une élection partielle organisée dans la circonscription du plus peuplé du Canada, redoute par-dessus tout d'avoir à affronter la concurrence accrue de ses voisins du Sud.

M. Mulroney se heurte surtout à l'opposition de la population de l'Ontario, où le Parti conservateur n'est guère populaire. La province la plus riche, la plus industrialisée et la plus peuplée du Canada, redoute par-dessus tout d'avoir à affronter la concurrence accrue de ses voisins du Sud.

Pressé de brandir, au cœur même de la capitale ontarienne, la « caution » requise de l'extérieur, le ministre canadien des finances,

Après les expulsions annoncées par Ottawa

Moscou déclare « personae non gratae » cinq membres de l'ambassade du Canada en URSS

L'Union soviétique a annoncé, le jeudi 23 juin, l'expulsion de deux diplomates canadiens et fait savoir que trois employés de l'ambassade du Canada absentés de Moscou ne pourront rentrer en URSS. Ces mesures interviennent vingt-quatre heures après que le gouvernement d'Ottawa ait lui-même déclaré « personae non gratae » dix-sept représentants de l'URSS au Canada (le Monde du 23 juin).

Les deux diplomates canadiens expulsés sont l'attaché militaire M. Raymond Steele, et M<sup>me</sup> Evelyn Puxley, second secrétaire et vice-consul. Le premier secrétaire d'ambassade Ann Leahy, le second secrétaire John Digangi, qui a quitté Moscou l'an dernier, et Kenneth Moody, attaché militaire, sont les trois autres membres du personnel de l'ambassade déclarés « personae non gratae ».

après de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), un organisme des Nations Unies dont le siège se trouve à Montréal. M. Smurov, sa femme et sa fille ont officiellement demandé asile au Canada.

MONTREAL de notre correspondante

Le secrétaire d'Etat canadien aux affaires extérieures, M. Joseph Clark, a accusé, mercredi 23 juin, à Ottawa, huit diplomates soviétiques expulsés cinq jours plus tôt du Canada, et neuf autres personnes déclarées « personae non gratae » de s'être livrées à diverses activités d'espionnage. M. Clark a affirmé que, parmi ces dix-sept Soviétiques, certains avaient tenté d'infiltrer les services canadiens de renseignement et de sécurité, tandis que d'autres avaient cherché à obtenir des informations technologiques secrètes utilisées dans l'industrie ou la défense.

Le Canada avait averti dès jeudi dernier l'URSS de ses intentions, et les diplomates expulsés ont quitté le Canada le lendemain. Les neuf autres Soviétiques jugés indésirables (parmi lesquels sept diplomates, un journaliste et un responsable de la compagnie Aeroflot) avaient tous quitté le Canada depuis deux ans ou moins.

Ottawa a veillé à ce que toute cette affaire ne soit connue du public qu'après le sommet des sept pays les plus industrialisés, qui s'est tenu en début de semaine à Toronto. M. Clark a clairement tenté mercredi de prévenir toute escalade en indiquant que le Canada restait prêt à intensifier ses relations avec l'URSS, en dépit des mesures prises à l'encontre des diplomates soviétiques.

VIETNAM

M. Do Muoi a été nommé premier ministre

M. Do Muoi a été élu, le mercredi 22 juin, à Hanoï, premier ministre par l'Assemblée nationale. Depuis la mort de Pham Hung, décédé en mars, l'intérim était assuré par M. Vo Van Kiet.

le choix du PC — ne constitue pas une surprise, puisqu'il était le favori dans une liste qui l'opposait à M. Vo Van Kiet. âgé de soixante et onze ans et numéro trois du bureau politique, M. Do Muoi passe pour un « conservateur » en matière économique alors que son rival, âgé de soixante-six ans et numéro quatre du Politburo, était le candidat des « réformateurs » et notamment des communistes du Sud, dont il est originaire.

Cette élection fait suite à la réunion du cinquième plénum du comité central du PC, du 14 au 20 juin, dans la capitale vietnamienne, au cours duquel il a été également décidé de renouveler — au moins un tiers — des membres du CC à l'occasion des congrès, qui ont lieu tous les cinq ans. Membre suppléant du bureau politique, M. Dao Duy Tung, un idéologue, a été élu membre à part entière à l'occasion de ce plénum pour combler le vide laissé par la mort de Pham Hung. Le vote de l'Assemblée, pour la première fois, a été secret. M. Do Muoi n'a obtenu que 296 voix (l'Assemblée compte 496 députés). La candidature de M. Kiet avait été proposée par treize provinces sur quarante.

Comme toutes les décisions prises par le PC vietnamien depuis son sixième congrès, en décembre 1986, ce choix est le fruit d'un savant dosage et le produit de luttes internes, plus apparentes depuis l'adoption de la loi mot (vie nouvelle), « glasnost » à la vietnamienne. M. Do Muoi a semblé bénéficier de l'appui de l'appareil du Nord, le plus influent au sein du PC et dont l'éminence grise demeure M. Le Duc Tho, conseiller du comité central depuis sa démission du bureau politique à l'occasion du sixième congrès.

LAURENT ZECCHINI (1) Le royaume pakistanaïse veut environ 2,50 F.

OLIVER SACKS L'HOMME QUI PRENAIT SA FEMME POUR UN CHAPEAU Oliver Sacks Seul Editions du Seuil





# Paris, 14 juillet 1989, Etats Généraux Européens



telle est la véritable célébration  
authentiquement politique et porteuse d'avenir  
du Bicentenaire de la Révolution !

En effet, dans deux Déclarations solennelles signées par la majorité absolue de ses membres, le Parlement européen demande aux Chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Hanovre les 27 et 28 juin 1988 que les membres des Parlements des douze pays de la Communauté et du Parlement européen soient convoqués en Etats Généraux européens afin d'élire le Président de l'Europe. Il demande également que le mandat

constituant pour les Etats-Unis d'Europe soit confié au prochain Parlement européen élu en 1989 et que les 320 millions de citoyens européens soient consultés sur ces propositions par voie référendaire.

Le Conseil européen a le devoir démocratique de se saisir de ces décisions. La France peut jouer un rôle décisif. Le fera-t-elle ?

Le Parlement européen, seul représentant démocratique des 320 millions de citoyens européens vient d'adopter à la majorité absolue de ses membres, deux Déclarations solennelles dans lesquelles il décide notamment :

- de faire élire en juillet 1989 le Président du Conseil Européen et le Président de la Commission Exécutive de la CEE par les 6969 membres des Parlements des douze pays de la Communauté et du Parlement européen, réunis en « Etats Généraux européens » ;
- de se faire confier le mandat d'élaborer le projet d'un nouveau Traité qui soit la Constitution des Etats-Unis d'Europe, c'est-à-dire de l'Union Européenne, et de l'adopter en décembre 1989 au plus tard ;
- de faire organiser un référendum consultatif de l'ensemble des citoyens européens pour l'attribution de pouvoirs constitutifs au Parlement européen qui sera élu au suffrage universel en juin 1989.

En outre, le Parlement européen demande la création d'une Banque centrale européenne et l'institution d'une monnaie commune à tous les pays membres de la Communauté.

Tout ceci pour que l'Europe soit finalement libérée de ses divisions en Etats nationaux qui lui empêchent d'assurer face au monde le rôle de première importance qui devrait lui revenir et qui lui manque aujourd'hui cruellement.

Le Conseil Européen - le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Européenne - qui se réunira à Hanovre ces 27 et 28 juin a la tâche institutionnelle et le devoir démocratique de débattre de ces documents et de mettre en oeuvre leurs objectifs, qui émanent des représentants légitimes des peuples européens pour que l'Europe parle finalement d'une seule voix, plus forte, plus démocratique, plus juste, à même de relever le défi du grand marché de 1992.

Car, ne nous trompons pas, sans des institutions solides et démocratiques, sans le dépassement des égoïsmes nationaux et des blocages décisionnels, sans un espace monétaire commun, l'échéance de 1992 sera celle de la jungle législative et administrative d'une Europe désespérément dépourvue de projets d'avenir.

Les Etats-Unis d'Europe, il faut les bâtir tout de suite, pour qu'il ne soit pas trop tard. Faisons-le en 1989, lorsque la France assurera la présidence de la Communauté européenne et saisissons l'occasion du bicentenaire d'une grande révolution européenne, afin que prenne corps, dans la France des libertés et des Droits de l'Homme, une Europe des citoyens, capable de maîtriser les enjeux de notre temps, de lutter unie, contre l'exclusion, la misère, le chômage, la dégradation de l'écosystème, la faim et le sous-développement, une Europe capable d'oeuvrer plus efficacement pour la paix et le désarmement dans le monde.

## Il y a des évidences qui aveuglent

tant elles sont claires : il faut de toute urgence non seulement des Institutions mais aussi des partis transnationaux qui agissent au même titre que les Institutions et les partis nationaux.

Il n'est en effet aucune grande question de notre temps, aucun grave problème de notre société et de notre vie qui aient quelque chance d'être résolus dans les limites désuètes de nos Etats nationaux, chacun avec ses institutions et avec ses partis.

Actuellement, les choix fondamentaux sont déjà pris ailleurs, hors de tout contrôle démocratique. Cela vaut pour la défense et l'économie, pour l'information et l'énergie...

Pour cela, le Parti radical a décidé de se transformer en parti transnational et sa première initiative a été de proposer la convocation des Etats Généraux Européens, proposition qui a rassemblé la majorité absolue des membres du Parlement européen. C'est un parti qui n'entend en aucune façon se mettre en concurrence institutionnelle avec quelque parti national que ce soit. Un parti qui, en tant que tel, ne participera à aucune élection (nationale ou européenne, locale ou régionale) ou à aucun Gouvernement, et ce même si des membres de Gouvernement ou de Parlement en font partie et y militent.

Le Parti radical transnational n'est pas un parti idéologique mais un parti d'objectifs ponctuels de caractère transnational, que les inscrits se choisissent lors des Congrès annuels. C'est autour de projets concrets pour la construction des Etats-Unis d'Europe et pour la défense des

droits de l'Homme, partout où ils sont menacés et bafoués que le Parti radical a décidé de s'engager durant l'année 1988.



Pour vous inscrire ou recevoir  
des informations sur  
le Parti Radical :  
veuillez renvoyer  
ce coupon à :

On y adhère non pas en « en faisant la demande » mais en acquérant la carte de membre (sa seule source de financement) comme on acquiert un ticket d'autobus ou une action en bourse, en adhérant à la méthode et aux objectifs ponctuels que le Congrès s'est donné.

Evidemment l'adhésion au Parti radical non seulement consent mais dans un certain sens, suggère et favorise l'adhésion à des partis nationaux : un citoyen en effet, ne peut limiter sa propre activité civile et démocratique à des engagements transnationaux.

Ce Parti est aussi le seul, peut-être le premier parti nonviolent, d'inspiration gandhienne comme son symbole en témoigne. D'origine italienne, il a eu par le passé des Premiers Secrétaires d'autres nationalités et là où il opère, il est considéré comme le parti des droits civils.

Mais ce parti transnational ne parviendra à vivre dans les prochains mois que grâce à votre apport. Si tel est le cas, ce sera aussi, nous l'espérons, la prémisse de la naissance d'autres organisations transnationales comme celle-ci et cette nouvelle dimension de la politique nous apparaît aujourd'hui indispensable. Cela dépend de votre inscription.

Marco PANNELLA

Minitel : 3615 code N7\*C  
pseudo : visiteur, mot de passe : 1234  
taped PVE + sommaire puis radical + envoi

Parti radical BP 649  
75162 Paris Cedex 04  
Tél 42 33 47 46

nom \_\_\_\_\_

prénom \_\_\_\_\_

rue \_\_\_\_\_ n° \_\_\_\_\_

localité \_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_

tél \_\_\_\_\_

Je m'inscris au Parti radical et verse..... FF (840 FF minimum) sur le compte 062 102 02 943 - C.I.C. de Paris à l'ordre de Radical ou par chèque ou virement à l'adresse ci-dessus.  
Je désire recevoir de plus amples informations sur le P.R.

Marco PANNELLA, Roberto CICCIOMESSERE, Giovanni NEGRI, députés européens, campagne d'information, poste 3708 du P.E.



La façade du Palais-Bourbon est propre comme un sou neuf pour la rentrée parlementaire.

La législature s'est ouverte le jeudi 23 juin, comme il est de tradition, avec l'élection du président de l'Assemblée nationale.

Dans l'hémicycle, les parlementaires sont répartis pour l'occasion non en groupes, mais par ordre alphabétique.

Le scrutin pour l'élection du président de l'Assemblée nationale se déroule à bulletin secret à

Présidence

la tribune. Si personne ne recueille la majorité absolue aux deux premiers tours, la majorité relative suffit au troisième tour.

L'élection de M. Fabius semblait, à l'ouverture, ne faire de doute pour personne. Elle devrait être acquise dès le second tour grâce aux voix des élus communistes.

La fonction de président de l'Assemblée nationale confère à son détenteur un rôle politique de première importance.

rière le chef de l'Etat, le président du Sénat, le premier ministre, l'occupant de l'hôtel de Lassay détient un réel pouvoir, notamment par le bon déroulement du travail législatif voulu par l'hôtel Matignon.

Il est obligatoirement consulté par le chef de l'Etat en cas de dissolution de l'Assemblée nationale ou lors de l'utilisation de l'article 16 qui permet au président de la République de disposer de pouvoirs exceptionnels pour faire face à des circonstances très graves.

C'est le président de l'Assemblée qui préside le Congrès (députés et sénateurs) lorsque celui-ci se réunit.

La pression barriste bouscule l'UDF

L'UDF semble aller, de jour en jour, de plus en plus mal : le virus de la division s'y propage partout. Après avoir réussi durant des années à demeurer à l'écart des querelles constantes entre ses composantes, son groupe parlementaire à l'Assemblée nationale paraît ne plus pouvoir résister à la pression barriste.

Au vu de tout ce qui se passe et se trame, M. Pierre Méhaignerie ne cachait pas, mercredi, sa satisfaction d'avoir pris son envol le premier. « Non, je ne regrette rien », confiait-il. Le matin, M. Barre avait annoncé comme prévu sa décision de s'apparenter à ce nouveau groupe.

Les autres barristes ont, semble-t-il, préféré la salle de

transit, le temps de vérifier l'efficacité du groupe CDS et le mode d'organisation interne du groupe UDF de M. Gaudin. A l'origine, avec M. Charles Millon, de la constitution de « l'entente libérale, sociale et européenne », annoncée mercredi, M. Pierre-André Wiltzer, directeur de cabinet de M. Barre, a expliqué après la réunion du groupe UDF.

L'ironie des léotardiens

Toutes ces déclarations spatiales n'ont pas été suffisantes pour dissiper toutes les appréhensions de leurs collègues. Certains y voient une arme antigiscardienne. D'autres, une rampe de lancement pour un nouveau parti barriste.

Irritation des barristes, ironie des léotardiens. « Cette entente prouve au moins que les centristes pouvaient rester avec nous. On peut tout faire à l'UDF : une association des bébés phoques ou des orphelins de Barre. »

Le charme des « transcourants »

Toute cette journée de mercredi, M. Valéry Giscard d'Estaing est resté relativement discret. Jeudi matin devait se tenir un nouveau bureau politique de l'UDF préparatoire à la réunion du conseil national du 30 juin.

L'idée, ensuite, de la constitution d'un intergroupe UDF et d'un comité de liaison UDF-RPR. Qui peut sérieusement soutenir que l'on cherche à « balkaniser » la majorité, alors que la création de ce groupe a été expressément voulue dans le maintien de nos alliances électorales ?

Il faut d'abord mettre fin à un artifice : l'UDF comme cartel électoral a fait ses preuves ; il faut le préserver. Mais l'UDF, comme force politique, ne parvient pas à s'imposer.

POINT DE VUE

Le rassemblement de tous les modérés

par Bruno DURIEUX député du Nord (Union du centre)

A décision prise par le CDS de créer un groupe parlementaire est exploitée sans retenue par certains spécialistes de l'irritation et des manipulations médiatiques.

Quelle est la réalité ? Un simple groupe parlementaire que nous souhaitons assortir de la création d'un intergroupe UDF et d'un comité de liaison UDF-RPR.

Un simple groupe parlementaire que nous souhaitons assortir de la création d'un intergroupe UDF et d'un comité de liaison UDF-RPR. Qui peut sérieusement soutenir que l'on cherche à « balkaniser » la majorité, alors que la création de ce groupe a été expressément voulue dans le maintien de nos alliances électorales ?

Pourquoi cette initiative ? Il faut d'abord mettre fin à un artifice : l'UDF comme cartel électoral a fait ses preuves ; il faut le préserver. Mais l'UDF, comme force politique, ne parvient pas à s'imposer.

Ne nous trompons pas sur le constat de la situation présente : la majorité triomphante de mars 1986 a subi un double et grave échec, à l'occasion des deux consultations politiques majeures qui sont l'élection présidentielle et les élections législatives.

viennent d'être défaits. C'est, me semble-t-il, une solution qui ne va pas au fond des choses et qui ne garantit pas de renouer avec le succès.

D'autres souhaitent la transformation de l'UDF en un véritable parti politique qui occuperait le centre. C'est ne pas tenir compte du fait que l'UDF est trop hétérogène pour constituer une authentique force politique, même composée en courants.

Deux attitudes possibles

Cette force doit exprimer la volonté d'ouverture et de rassemblement manifestée par les Français lors des deux dernières consultations nationales ; votée que, par commodité, on qualifiera de centriste. Elle implique le rassemblement de tous les modérés, de tous ceux qui refusent les positions extrêmes qui sont fidèles aux principes qui fondent la démocratie libérale, sociale, de tous ceux qui sont convaincus que la construction européenne constitue la seule perspective historique pour la France.

La première engage l'avenir à moyen et long terme du courant démocrate, libéral et social ; la seconde concerne la capacité à gouverner le pays.

La première se pose aux responsables de l'ex-majorité ; la seconde se pose au président de la République, conformément à la lettre et à l'esprit

La naissance de « l'Entente libérale sociale et européenne »

« A égale distance de la complaisance et de l'obstruction »

L'Entente parlementaire libérale, sociale et européenne a été constituée à l'Assemblée nationale le mercredi 23 juin. Elle devrait regrouper une trentaine de parlementaires barristes de l'UDF.

Le groupe UDF doit incarner au sein de l'Assemblée une force politique libérale et sociale qui, vis-à-vis du gouvernement nommé par M. François Mitterrand, se tienne à égale distance de la complaisance et de l'obstruction systématique, et qui reste avant tout fidèle à ses convictions fondamentales et aux engagements pris devant ses électeurs.

Le groupe UDF doit chercher à assurer son unité et donc refuser tout ce qui tendrait à le mettre au service, non des idéaux qui sont les siens, mais de l'influence de fractions ou de stratégies personnelles, quelles qu'elles soient.

Le groupe UDF doit accepter et pratiquer en son sein un débat libre et ouvert, afin qu'aucun de ses membres ne puisse avoir le sentiment de se voir imposer des décisions prises ailleurs.

Les signataires de ce texte entendent défendre ces principes avec la même loyauté, la même détermination et le même désintéressement que ceux qu'ils ont montrés au service de leurs idées à l'occasion de l'élection présidentielle et des élections législatives.

Dans cette perspective, l'entente libérale, sociale et européenne s'assigne pour objectif d'assurer au sein du groupe UDF la mise en œuvre des orientations prioritaires indispensables à la solution des problèmes du pays : la rénovation de notre système d'éducation et de formation, le développement et l'emploi par l'investissement et la recherche, la promotion d'une politique familiale, le renforcement de la solidarité au sein de notre société, notamment en faveur des « exclus », l'impartialité de l'Etat, la constitution d'une confédération européenne puissante.

Les députés membres de cette entente parlementaire se donnent aussi pour mission de maintenir des liens étroits avec leurs collègues qui, appartenant à d'autres groupes de l'Assemblée, ont défendu avec eux hier et continueront de défendre aujourd'hui les mêmes valeurs républicaines et adhèrent à une même conception de la société française.



Il est des frontières invisibles qui séparent l'ombre de la lumière. Au pied de l'hémicycle, dans ces antichambres où se pressent les conseillers des éminences de la République, vous n'êtes rien.

Car malgré son âge (il est né le 17 décembre 1944), Patrick Ollier est un vieux de la politique. Très tôt orphelin de père, il trouve une compensation en s'engageant politiquement.

Militant à seize ans, il rêve à vingt ans d'une sage carrière de professeur d'économie. Mais la politique est une drogue. En 1969, Jacques Baumel, nouveau secrétaire d'Etat de Jacques

Nouveaux venus, nouveaux élus

M. Patrick Ollier

Chaban-Delmas, proposé à ce jeune accrocheur d'entrer dans son cabinet. Depuis, Patrick Ollier n'a plus quitté ce monde étrange, si ce n'est du temps du socialisme triomphant, pour un passage chez Jean-Marc Varnes, ce banquier si amical pour les gaullistes.

Après trois ans de travail méticuleux sur le terrain, le voilà donc élu, ayant réussi « son essai de passage individuel » qui lui permet de faire de la politique pour lui-même. Avec un modèle pour les Hautes-Alpes : ce qu'a fait Michel Barrier en Savoie. Avec une ambition à Paris : quitter de ce qu'il est un de ceux qui connaissent le mieux le fonctionnement du Parlement pour jouer un grand rôle, car, dit-il, « ma génération arrive partout au pouvoir ».

Thierry Bréhner

PROPOS ET DÉBATS

M. Mermaz

Rassembleur. M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, s'est déclaré, le mercredi 22 juin, au RTL, favorable à « une ouverture avec tous ceux qui peuvent se reconnaître dans les propositions des socialistes et dans les projets de gouvernement », mais il a souligné qu'« elle ne peut pas se faire dans le brouillard ».

M. Mauroy

Confusion. M. Pierre Mauroy a déclaré, le mercredi 22 juin, sur Europe 1, que choisir des ministres au sein de l'opposition « n'aurait pas de sens », car « l'opposition est la majorité ». Selon le premier secrétaire du PS, « l'ouverture, c'est un climat, mais, aussi, une volonté de s'ouvrir à la société civile ». « Il n'est pas question de mettre au gouvernement des contraintes », a-t-il ajouté, faisant allusion à la proposition de M. Valéry Giscard d'Estaing de constituer un gouvernement mixte PS et moitie UR. « L'ouverture politique avec M. Giscard d'Estaing, c'est la confusion la plus totale », a déclaré M. Mauroy.











## Ecrire et

**Les promeneurs français en Italie, Ernest Hemingway à la recherche de sa jeunesse, Jean Cocteau dans les arènes de Séville.**

La plupart des enfances françaises ont fait un rêve italien. La preuve, c'est que, lorsqu'ils pratiquent le métier d'écrire, nos compatriotes vont, un jour ou l'autre, vérifier la légitimité de leur entreprise à Rome, Florence ou Palerme. Objet d'attraction passionnelle, l'Italie a toujours encouragé nos imaginations et nourri nos convoitises. La jeunesse française s'y rendait avec le désir avoué de se consacrer à des filières pédagogiques et l'espoir secret de ressentir les voluptés que réserve le coustume. A cause de ses femmes, de ses villes, de ses vins, de ses paysages, on allait prendre en Italie une leçon de plaisir autant qu'une leçon de civilisation.

Les écrivains n'ont pas failli à cette règle, mais ils obéissaient, en outre, à la nécessité de voyager. Ecrire ou s'éloigner de soi, c'est la même chose : on abandonne ses pensées immédiates quand on s'applique à les formuler ; on s'en détourne pour leur découvrir un autre visage. Alors, il faut un jour que le voyage intérieur se prolonge par une pérégrination géographique. Il faut que l'examen de passage intime se conjugue avec l'épreuve du monde. Et quoi de plus naturel que de commencer par cette Italie dont « le charme est parent de celui d'aimer », comme le notait Henry Beyle ?

Composée par Yves Hersant, une anthologie rassemble les textes de soixante-quinze voyageurs français qui ont visité l'Italie des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. On y trouve Barrès, Berlioz, le président de Brogues, Chateaubriand, Custine, Alexandre Dumas, Flaubert, les frères Goncourt, Lamartine, Maupassant, Renan, Rousseau, Sainte-Beuve et, bien sûr, Stendhal. Celui-ci, qui mariait le

meilleurs de l'esprit national avec une âme cosmopolite, déplorait les embarras dont les frontières sont la cause. Au début de *Lamiel*, il vante les séductions de « cette belle Normandie où chacun de nous peut aller coucher ce soir sans subir les vexations des douanes ». Pour un peu, la dogana ferait perdre à Stendhal ses appétits, car il ne supporte pas qu'on le questionne ni qu'on le dévisage comme s'il était soupçonné de quelque crime. Les *Promenades dans Rome* dépeignent ces désagréments, qui confirment les relations entre le voyage et la littérature : écrire, c'est aussi franchir des douanes où l'on discute de votre identité...

On mesure le changement des mœurs qui s'est accompli depuis quelques décennies quand on écoute les aveux de Rousseau. Il s'étonne d'avoir eu assez d'audace pour s'aventurer jusqu'à Turin lorsqu'il était encore adolescent : « Si jeune, aller en Italie (...) me paraissait une gloire au-dessus de mon âge ». A présent, les charters offrent, pour un prix raisonnable, des « gloires » plus lointaines, que l'on atteint sur les bords du Pacifique. Moins pressé que Rousseau, le président de Brogues attendit ses trente ans pour faire connaissance avec l'Italie. Les *Lettres familières* qu'il destinait à ses proches sont des merveilles d'élégance, d'humour

et de discernement. C'est ainsi qu'en août 1739 il se moquait de l'habitude que nous avons d'embellir nos impressions de voyage afin d'épater les gens qui sont restés à la maison. La relation d'un séjour en Italie devrait apparemment s'écrire comme un traité du plaisir, mais le président de Brogues montre qu'aucun récit de voyage ne saurait, sans mentir, s'empêcher d'être également un précis de désillusion. Certes, il ne faut point « exagérer » les contradictions que procure le dépaysement, les regrets qu'il provoque ou les lassitudes qu'il entraîne, mais les enthousiasmes légitimes

s'affairaient s'ils n'étaient rehaussés par les inévitables déconvenues.

Dans la même lettre du mois d'août, le président de Brogues évoque le libertinage tel qu'il se pratique à la façon vénitienne : « Il est de règle [qu'une femme] ait un amant ; ce serait même une espèce de déshonneur (...) si elle n'avait pas un homme publiquement à son compte. (...) Il faut cependant rendre justice à la vérité : notre ambassadeur me disait, l'autre jour, qu'il ne connaissait pas plus d'une cinquantaine de femmes de qualité



## voyager...

qui couchassent avec leurs amants. Le reste est retenu par la dévotion. Les confesseurs ont traité avec elles qu'elles s'abstiendraient de l'article essentiel, moyennant quoi ils leur font bon marché du reste tout aussi loin qu'il puisse s'étendre, y compris la permission de n'être pas manchotes.

Le président se montre fort intéressé par les religieuses. Il précise que, s'il s'établissait quelque temps à Venise, il « se tournerait volontiers » vers celles-ci, car elles sont « jolies au possible et mises de manière à faire bien valoir leur beauté ». Le futur cardinal de Bernis éprouverait plus tard les mêmes attirances, qu'il refuserait de contrarier... Depuis, l'usage des couvents s'est, hélas ! transformé.

En 1889, Maupassant ressentit le désir de « revoir » l'Italie, mais il n'avait pas l'intention d'y chercher des nonnes. Ses raisons de partir étaient, pourtant, singulières : « J'ai quitté Paris et même la France parce que la tour Eiffel finissait par m'ennuyer trop. » L'auteur de *Bel Ami* fuyait une modernité qu'il réprouvait, car elle était dominée par le commerce. Que dirait-il maintenant ? Dans le port de Savone, il s'est dépaycé comme il le souhaitait en observant les repas des matelots. Ceux-ci dévorèrent, en effet, des pastèques dont le rouge était couleur « de meurire », et Maupassant s'émervillait devant ce « festin d'assassins ». A Pise, il s'est rappelé qu'il avait hérité, lui aussi, du romantisme : il s'est félicité

de sa mélancolie dans cette « ville presque défunte ».

« What time is it ? », se demandera Georges Perros quand il voguera vers l'Egypte, en 1950 (1). C'est la question que se pose tout voyageur lorsqu'il s'inquiète de ses états d'âme. Le lendemain, pour se rassurer, on retrouve ses vieilles habitudes : le thé de 3 heures ou le romantisme du crépuscule... A quelques années près — mais quelques années, c'est à peine cinq minutes quand on regarde les siècles d'un peu loin. — Maupassant faillit croiser le diplomate chinois Li Shuchang, qui avait découvert Gènes, Rome et la Toscane en 1878 et dont le *Carnet de notes* vient de paraître en français. Lors de ses brèves vacances romaines, il eut juste le temps d'admirer la beauté des femmes. Ses impressions d'Italie sont mélangées. A la façon d'un banal touriste moderne toisant les peuples sous-développés, Li Shuchang dénigre les péninsulaires. Il les accuse de paresse et de décadence. « C'est le lot, dit-il, de toutes les vieilles nations écrasées par le poids de leur longue histoire. » Selon Victor Segalen, savourer l'exotisme, c'est « apprendre à déguster le divers ». Il semble que le conseiller Li Shuchang ait renoncé à cet apprentissage.

Se trouvant, par la suite, à Madrid, il eut la curiosité d'assister à une course de taureaux. C'était, pour lui, l'extrême de l'exotisme, mais, très vite, il se déclara « fatigué du spectacle » et rentra à la maison...

FRANÇOIS BOTT.

(Lire la suite page 16.)

(1) Tiré de *Georges Perros, Hommage*, que publient les éditions Gallimard. Dans ce volume, on trouve notamment des lettres d'André Gide, de Paul Léautaud, de Jean Grenier, d'André Breton, de Marcel Jouhadou, de Roland Barthes et de Jean Paulhan à Georges Perros. 148 p., nombreuses illustrations.

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Daimler s'en va, de Frédéric Berthet

## Les nouveaux dandys

« **D**ES nouveaux talents de romancier, des talents qui prendront la relève et tiendront la distance au siècle prochain, vous en voyez ? Cités-en ! ». Cette mise en demeure revient souvent dans les conversations. On y devine des arrière-pensées contraires : les uns, plus jeunes, mettent la critique au défi de découvrir du neuf (sous-entendu : au lieu de ressasser commodément l'ancien, le consacré) ; les autres, moins jeunes et plus paresseux, se cachent à peine d'attendre une réponse négative qui les délivrerait de leur reste de mauvaise conscience à l'égard des romans.

Ce ne sont pas les promesses qui manquent. Dire qu'elles donneront des œuvres puissantes, c'est moins sûr ; la promesse, dans les années 80, se porte frêle, les débutants cherchent moins à montrer du soufflet que de grâce désinvolte, peu propice aux développements de longue haleine. Mais le trio est là. Des noms ?

Berthet, tenez ; Frédéric Berthet. Ce normand de trente-trois ans est attaché culturel à New-York. *Daimler s'en va* est son second livre. Le premier, *Simple journée d'été* (Denoël 1986), était une suite de nouvelles autour d'un même thème : la difficulté d'être de jeunes intellectuels bourgeois des années 70, bien décidés à ne pas se prendre au sérieux, mais obligés de constater que, comme ils disent, « ça n'est pas la joie » et que « ça balise » (« crainte du lendemain », « peur de grandir », traduisaient les experts à blouses blanches dont raffole la télévision).


**D**AIMLER s'en va reprend, en un roman à peine plus long que les nouvelles précédentes, le même milieu et le même thème d'une insatisfaction chronique. Celle-ci est poussée à ses extrémités, puisqu'un des deux personnages de copains inséparables, Daimler, choisit de mourir. Mais ni désespéré ni son ami Bonneval, déjà présent dans *Simple journée d'été* et qu'on dirait proche de l'auteur, ne se départissent, au pire de l'angoisse, d'une sorte de légèreté saugrenue. Cette attitude, qui scelle leur connivence, méritera peut-être de caractériser l'humour de leur génération, l'esprit normand d'après les tohu-bohu politiques ; qui sait ? un nouveau dandyisme. N'est-ce pas ainsi que peut se définir leur jouissance amère devant ce que Kafka, dans son *Journal* de 1917, appelait « la fin du bouffon » ?

Première partie : le désespoir de Daimler vu du dedans. Reph, de son prénom, a un chagrin d'amour. La femme de ses pensées, qui l'étonnait tant par de petites extravagances dignes des sianees, s'est partie pour les Barbades britanniques. Le psychanalyste Mumm ne peut rien pour lui. Il d'ailleurs pour lui-même. La décision macabre qui mûrit en lui et qui, en fait, est déjà prise l'isole peu à peu de son entourage en accentuant, à ses yeux, les désirs tranquilles, comme c'était le cas pour le *Feu follet* de Drieu La Rochelle. Son romantisme profond tourne au cynisme bien particulier où mènent les élans brisés.

(Lire la suite page 20.)

VIENT DE PARAÎTRE

Jean GIONO



La chasse au bonheur

GALLIMARD *nrf*











# LA PENSÉE UNIVERSELLE

## poètes du temps présent

- Serge LEGGIARDO  
« AGONIE DE L'ADOLESCENCE »  
128 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Violetta CHARPENTIER-PAPINI  
« L'ARBRE AUX CAILLOUX »  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Marie-José  
« AUX PARFUMS DES SAISONS »  
48 pages, 46,70 F.T.T.C.
- Frantz WILLIAM  
« COMPLAINTES D'UN FRANÇAIS »  
96 pages, 50,30 F.T.T.C.
- J.H. KLAINE  
« LE COMBAT DES TÉNÉBRES »  
80 pages, 46,10 F.T.T.C.
- Irène OLIVIERI  
« CORSE, EMBARQUEMENT IMMÉDIAT »  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Jean-Marie SYLVAIN  
« LA COULEUR DES JOURS »  
176 pages, 68,50 F.T.T.C.
- Dominique CHICHÉRY  
« LE CORPS POSSÉDÉ »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Françoise BRUMEAUD  
« CŒUR AU CARRÉ »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Virginie MENICHINO  
« DESTINÉES »  
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Jacqueline TRUJILLO  
« DERRIÈRE LE MIROIR »  
112 pages, 50,30 F.T.T.C.
- Roger COUTURIAUX  
« LE DÉFI »  
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Éric LEMOINE  
« ÉTERNELLES ÉMOTIONS »  
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- KABAY  
« EN VERS... ET SONT POUR TOUS ! »  
112 pages, 53,90 F.T.T.C.
- Micheline BLANC  
« ESQUISSES DU TEMPS PASSÉ »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Gérard HOURBETTE  
« ÉCRITS »  
144 pages, 61,00 F.T.T.C.
- Maxime RYCKEWAERT  
« INVOCATIONS »  
48 pages, 46,70 F.T.T.C.
- Dany MIGINAC  
« ENCRE TURQUOISE »  
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Henri MUSQUIN  
« ERRANCES »  
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Juliette LÉON  
« L'HÉRITAGE »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- ANGELO  
« LE JE T'AIME »  
96 pages, 50,30 F.T.T.C.
- Josiane MEYRAUD  
« LUMIÈRE INTÉRIEURE »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Yannick CADET  
« LA MALLE AUX FLEURS »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Caroline DIEULEVEUX  
« NAITRE, VIVRE, AIMER ET PUIS MOURIR »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Louis ARTHUR  
« NOUS, LE MONDE, MAINTENANT »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Thérèse VITU  
« LE PETIT ANGE NOSTALGIQUE »  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Françoise MATHIEU  
« QUE SERIONS-NOUS SANS VOUS »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Fabienne LATHIERE  
« RENCONTRES D'EQUINOXE »  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Code Ami SUR  
« RÉVÉRENCE, MA PEUR »  
176 pages, 68,50 F.T.T.C.
- Ana, Viorica TRITEN  
« LA ROSE BLANCHE »  
64 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Bernadette LEBRUN  
« LE SILENCE D'UN REGARD »  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Stéphane THIBAUDIER  
« LA SENSIBILITÉ DU TEMPS »  
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Reynald VONECHE  
« TENDRE VIOLENCE »  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Philippe PRAJEN  
« UN CŒUR SOUS LA CENDRE »  
80 pages, 47,10 F.T.T.C.

## romans, contes et nouvelles

- Selma EL MELH  
« VIE TRAHIE »  
64 pages, 45,00 F.T.T.C.
- René BOUSSARD  
« VIVRE LA VIE »  
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Alain CIBOURIAN  
« L'AMOUR AUX DEUX VISAGES »  
Les Jeux de l'amour ne sont plus ceux de l'enfance...  
288 pages, 113,50 F.T.T.C.
- Mas MADE  
« A TÈRÈNA »  
Un voyage à l'intérieur du réel.  
144 pages, 62,10 F.T.T.C.
- Pascal MEREALX  
« BOULE DE FLIPPER »  
Intégrée dans un billard désertique,  
Cécile est propulsée dans une aventure extraordinaire.  
176 pages, 70,60 F.T.T.C.
- Jacques SALVY  
« LA BELLE SUCRIÈRE »  
Un drame de la Résistance.  
288 pages, 104,90 F.T.T.C.
- Marie-Pierre TERRIEN  
« CRESSINNELLE »  
La vie d'un sculpteur au Moyen Âge.  
160 pages, 69,90 F.T.T.C.
- Nicole NAUDET  
« LES CAPRICES DU DESTIN »  
A Dallas, un univers pas si implacable que ça...  
192 pages, 70,60 F.T.T.C.
- René BARBAUD  
« CHARLOT TÊTE DE PIOCHE »  
Une volonté farouche de ne rien laisser passer à la dignité humaine.  
336 pages, 117,70 F.T.T.C.
- Arthur DEBAILLEUL  
« DOULOUREUSE ALGÉRIE »  
L'histoire d'un couple séparé par les événements d'Algérie.  
48 pages, 39,60 F.T.T.C.
- E. Charles WINCKLER  
« LE DERNIER DES WINDHERR  
ZU WINDHORST »  
Une méditation acrobate passe sur une famille autrichienne.  
352 pages, 138,10 F.T.T.C.
- Olivier LE KERNEVEZ  
« LES DIEUX EN HERBE »  
En Suisse, les héros d'avant 68.  
224 pages, 85,60 F.T.T.C.
- Madeline CORREIA-ESMONIN  
« ÉCHEC ET MAT »  
Un échec d'aventurier tient les services du contre-espionnage en écheec.  
256 pages, 98,50 F.T.T.C.
- Pierre-Richard COLOMBANI  
« L'ENFER DU DÉCOR »  
Du quotidien au paranormal, les méandres d'une certaine société.  
224 pages, 87,80 F.T.T.C.
- Colette FOLKARD  
« LA FIGURE DE PORCELAINE »  
De joyeuses péripéties dans le monde des antiquaires.  
256 pages, 96,70 F.T.T.C.
- Alexandra BARRIOL  
« HERMANN »  
L'amitié vécue d'un médecin allemand et du prince Alexandre Nevsky.  
176 pages, 70,60 F.T.T.C.
- Raymond ELET  
« IL PLEUT SUR MA PRISON »  
La pluie normale met des barreaux aux fenêtres.  
176 pages, 69,60 F.T.T.C.
- Catherine DINET  
« IL EST TEMPS », suivi de  
« SOLEIL INTERDIT »  
Deux nouvelles écrites sous le signe de la magie.  
224 pages, 78,10 F.T.T.C.
- Julian HAIR  
« MALTE »  
La vie d'un artiste habité par un besoin d'immortalité.  
96 pages, 46,80 F.T.T.C.
- Robert MEERSCHMAN  
« MALAISES »  
La femme peut retrouver une situation bien comprise  
en assumant sa féminité.  
160 pages, 61,00 F.T.T.C.
- André MESTRALLET  
« LES MÉSAVENTURES DE DEUX GANGSTERS  
AU COURS DES ANNÉES 1924 A 1930 »  
Les gangs réglaient leurs comptes, la police compte les poines.  
112 pages, 54,60 F.T.T.C.
- Martine GARNIER-JOLLIT  
« L'OMBRE D'UN DOUTE »  
Une femme à disparu. Échivement ? Pages ?  
256 pages, 103,90 F.T.T.C.
- Patrick GUEHO  
« POUR TOI »  
Un moyen original de valence se similitudine de déclarer son amour.  
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Gabrielle ALARCON  
« PROMESSES DE DEUX ENFANTS »  
Ils s'étaient juré de se marier, lorsqu'ils seraient grands.  
224 pages, 88,90 F.T.T.C.
- Marcello FIESTA  
« LES SENS DE MONICA ET LE CŒUR  
DE QUELQUES AUTRES »  
Dominée par ses passions, elle court à sa perte.  
256 pages, 86,70 F.T.T.C.
- Jean-Claude BAUDRY  
« SUBJECT »  
Les troubles confus de l'univers d'un Pygmalion de la politique.  
184 pages, 67,40 F.T.T.C.

- Claude-Gilbert L'EMPEREUR  
« LE SOLEIL DU LIÈVRE »  
Dans les années 80, un petit village d'Alsace où il ne se passe jamais rien.  
274 pages, 107,00 F.T.T.C.
- Frédéric FÉVRIER  
« LE QUIPROQUO GÉNIAL »  
Aux confins de l'ambiguïté et de l'absurde.  
160 pages, 62,10 F.T.T.C.
- Jean-Claude de BORTOLU  
« SANDRIA »  
Des nouvelles fantastiques, pleines de poésie.  
128 pages, 52,50 F.T.T.C.

## — récits — souvenirs

- Mustafa BALEL  
« LE TRANSNATOLIEN »  
En Anatolie, terre légendaire, un monde exotique et humain.  
128 pages, 54,60 F.T.T.C.
- Pierre-Laurent ELLENBERGER  
« TERRITOIRES INCONCILIABLES »  
Comment courir sa propre identité  
sur un territoire qu'on ne comprend ni ne maîtrise.  
48 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Martine DEFONTAINE  
« AUJOURD'HUI C'EST MON JOUR »  
Les femmes n'ont jamais la parole !  
256 pages, 88,80 F.T.T.C.
- Joseph-François RIBES, Le taxi marseillais  
« ADIEU FRANCE, BONJOUR LES GAULOIS ! »  
Avec sérieux et humour, tous les aspects d'actualité !  
152 pages, 63,70 F.T.T.C.
- Robert LEBESGUE  
« CLASSE 13, JOURNAL  
D'UN SAPEUR DU GÉNIE »  
Jour après jour, l'histoire d'un soldat de 1914.  
224 pages, 90,30 F.T.T.C.
- Richard HERVE  
« DE CORFOU A NARVIK »  
On le tour d'Europe en vingt-cinq jours.  
208 pages, 76,00 F.T.T.C.
- Raymond MATTEI  
« LES DRAMES DE CONSCIENCE  
DE L'ARMÉE FRANÇAISE »  
Une synthèse sur l'état d'esprit des officiers de 1940 à 1962.  
32 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Maurice MARTIN  
« CE GÉORGIEN BALOURD »  
Quand l'histoire réagit en notre faveur.  
224 pages, 86,70 F.T.T.C.
- Marcel BERNARD  
« LES MALHEURS D'UN ENFANT  
DE LA GUERRE (1914-1918) »  
Pouvoir, d'est jadis !  
160 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Gisèle ROBERT  
« MES FRÈRES CONTRE LA GESTAPO »  
L'histoire, l'histoire, l'histoire, l'histoire, l'histoire, l'histoire.  
240 pages, 117,70 F.T.T.C.
- Gina CAVANNA  
« LA PILO-ÉRECTION D'HÉRISSON »  
La vie d'une antiquaire exotique, à ne pas prêter à rebrousse-pique.  
160 pages, 69,60 F.T.T.C.
- Bernard BRETIGNON  
« REGARDS I »  
Un livre sur qui surgit les corps célestes.  
96 pages, 34,30 F.T.T.C.
- Monique  
« SUR LES CHEMINS DE MON ENFANCE  
AVEC LE VENT D'AUTAN »  
Des souvenirs heureux et étonnants, agrémentés d'un amour d'humour.  
80 pages, 47,10 F.T.T.C.

## essais

- Louise CHARLET  
« TANDIS QUE LA GRILLE SE REFERME »  
La vie de château. Tous les aspects récents.  
224 pages, 81,40 F.T.T.C.
- Jean SERVAN  
« TON PROCHAIN COMME TOI-MÊME »  
Une vie, une jolies, une poésie et aussi un témoignage de foi chrétienne.  
128 pages, 53,90 F.T.T.C.
- Fernando VINCENT  
« UN VILLAGE D'ARTOIS »  
Un grand monument du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours.  
320 pages, 141,30 F.T.T.C.
- Claude CAL  
« AU PAYS DE LA VANNERIE »  
Sur les chemins de l'aventure, un rêve éveillé.  
96 pages, 46,80 F.T.T.C.
- Robert LEMPEN  
« IL ME SEMBLE QUE... »  
A la recherche de la sagesse.  
64 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Michel JEANTHEAU  
« LE RAYONNEMENT »  
L'intervention du rayonnement électromagnétique  
dans la constitution des êtres vivants.  
272 pages, 119,90 F.T.T.C.

## théâtre

- Patrick TOURCHON  
« ... ET UN JOUR ILS SAURONT... »  
Plus on est déféré plus on perçoit les autres.  
48 pages, 39,60 F.T.T.C.

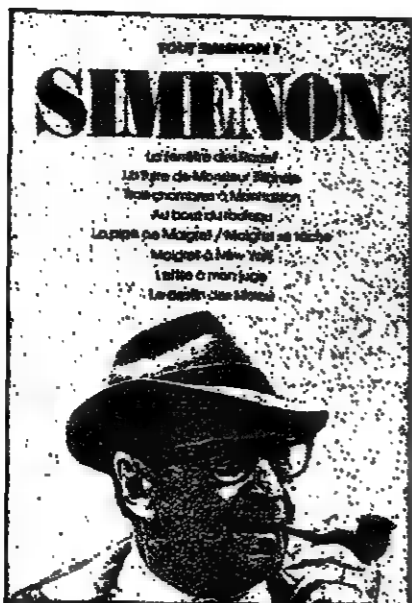
4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4<sup>e</sup>. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.  
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4<sup>e</sup>) - Téléphone : 48-87-08-21

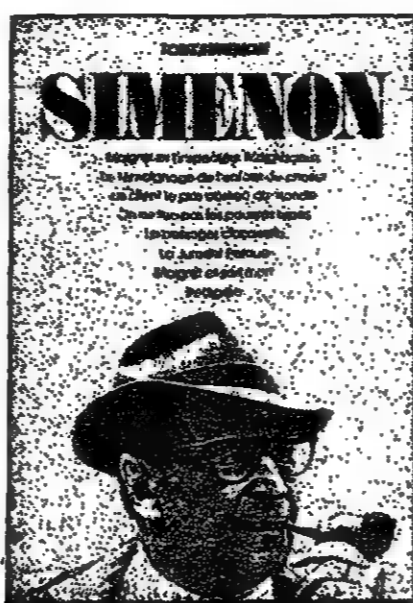




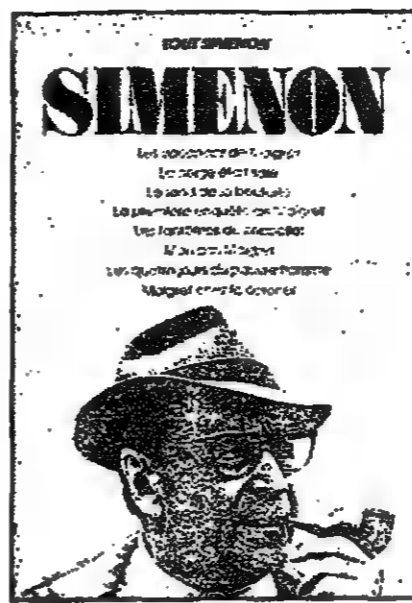
# RESSES DE LA CITÉ 'OUT SIMENON



**TOME 1**  
La fenêtre des Roset / Le Monsieur de Mondou / Trois chus à Manhattan / Au bout du rouleau / La pipe de Malgrat / Malgrat en Malgrat / Malgrat à New York / L'été à New York / Le destin des Malou.

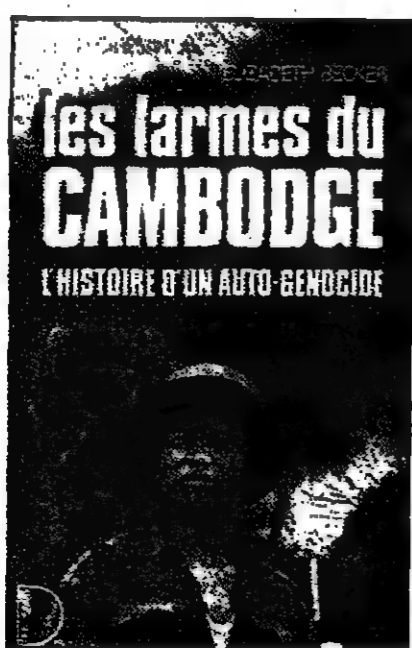


**TOME 2**  
Malgrat et l'inspecteur Malgrat / Le témoignage de l'océan de charbon / Le client le plus abject du monde / De ne pas pas les pauvres types / Le passager clandestin / Le Jumeau Parton / Malgrat et son mort / Pedigree.



**TOME 3**  
Les vacances de Malgrat / Le neige était sale / Le fond de la bouteille / La première enquête de Malgrat / Les fantômes du Chapelet / Mon ami Malgrat / Les quatre jours du pauvre homme / Malgrat chez le coroner.

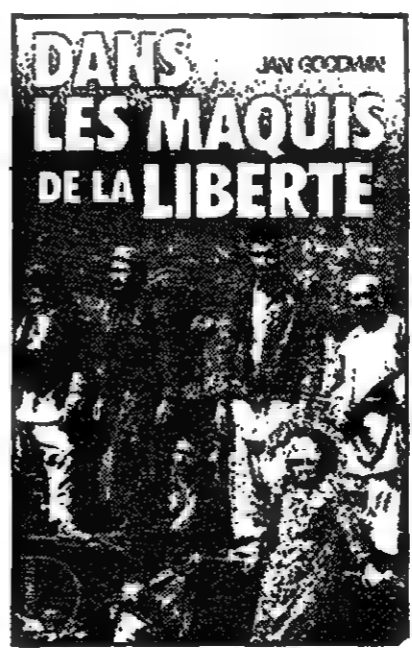
# PRESSES DE LA CITÉ GRANDS DOCUMENTS



**ELIZABETH BUCAILLE**  
**LES LARMES DU CAMBODGE**  
"Dans un remarquable ouvrage, Elizabeth Bucaille les raisons de cette destruction collective, qui fit en quelques années le plus violent génocide du Cambodge, comportent une patrimoniale détermination des causes responsables."  
"LE POINT"

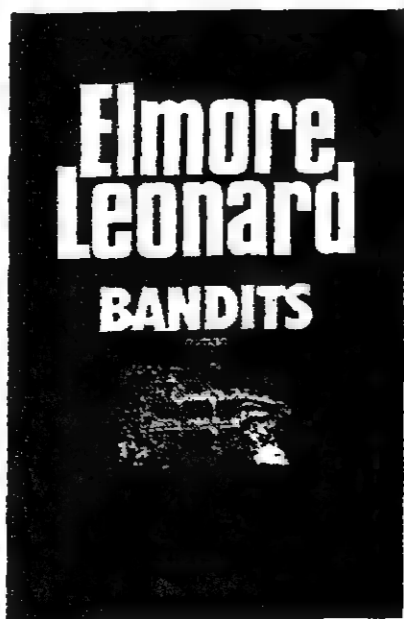


**PETER SCHOLL-LATOUR**  
**MORT SUR LE GRAND FLEUVE**  
"Scholl-Latour a vécu de bout en bout le tragédie zairoise, dans son livre passionnant il fait revivre avec minutie cette longue histoire où les rebondissement n'ont cessé de se succéder."  
SERGE BARRER "LE FIGARO"

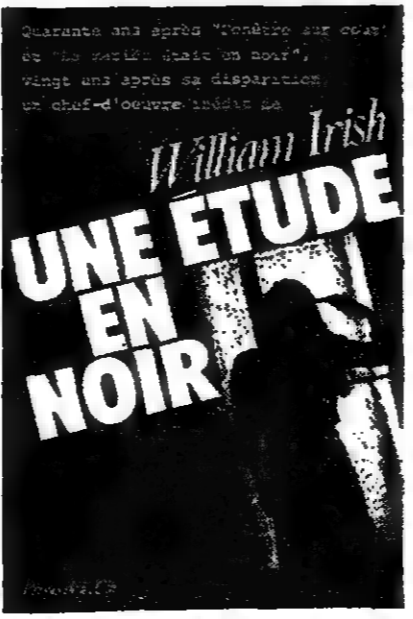


**JAN GOODWIN**  
**DANS LES MAQUIS DE LA LIBERTÉ**  
Par la rédactrice en chef d'un magazine américain passé clandestinement en Afghanistan, un témoignage pathétique sur le martyre de ce pays violent.

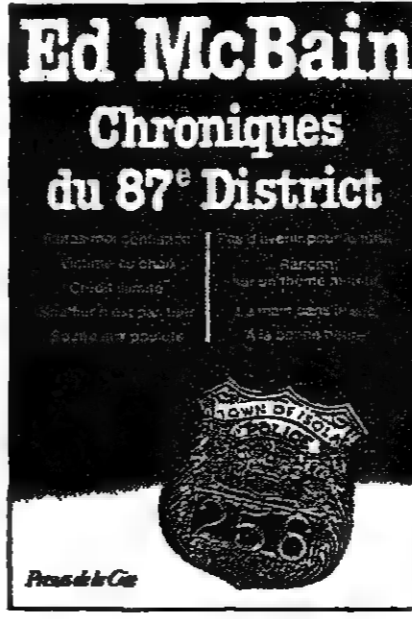
# PRESSES DE LA CITÉ POLICIERS ET THRILLERS



**ELMORE LEONARD**  
**BANDITS**  
"Bandits et la fois de western romans mais et de l'espion."  
"Elmore Leonard, c'est de parler coup, ping, du pistol à cant à l'heur."  
RENÉ MARTEL "LE MONDE"



**WILLIAM IRISH**  
**UNE ETUDE EN NOIR**  
Lecteur inconnu à sa mort, et complété par Lawrence Sanders, ce roman de William Irish se classe d'emblée parmi les chefs-d'œuvre de maître inconnu de suspense.



**ED MCBAIN**  
**CHRONIQUES DU 87e DISTRICT**  
"Le 87e district n'a rien de figé ni de stéréotypé; elle offre, d'un livre à l'autre, d'extraordinaires contrastes. Avec son écriture méticuleuse, précise, presque froide, Ed McBain est, à sa manière, un très grand artiste. Et chacun des romans qu'il écrit une pièce de plus, versée au dossier instruisant le procès de la société moderne."  
ALEXANDRE LOUIS "MAGAZINE LITTÉRAIRE"







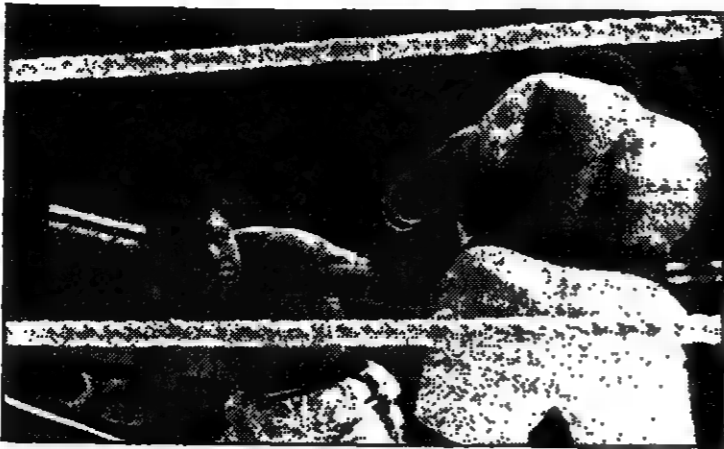


LECTURES EN VACANCES SOCIÉTÉ

L'héroïsme et les tourments du ring

Norman Mailer raconte le « combat du siècle » entre Cassius Clay et Joe Frazier.

DISCOURIR avec suffisance sur ce que l'on ne connaît pas est monnaie courante. Ainsi des gens qui parlent avec des bouches en chemin d'œuf et se bronzent au bord de leur piscine à longueur d'année...



Muhammad Ali sur un piédestal.

Nous sommes loin, là, des ragots nés de connaissances superficielles et partisans cimentées par la prétention. A travers des noms chargés de fatigue, de gloire sportive, de drame, à travers la rencontre du 9 mars 1971 au Madison Square Garden de New York entre Cassius Clay (devenu Muhammad Ali) et Joe Frazier, c'est une vision paroxystique du comportement des hommes que donne Mailer. Les discussions, les querelles, les tensions verbales, fût-ce devant les caméras des télévisions, lui semblent bien « insupportables, comparées aux exigences d'un combat en quinze reprises ».

quelles, les tensions verbales, fût-ce devant les caméras des télévisions, lui semblent bien « insupportables, comparées aux exigences d'un combat en quinze reprises », quand « la sueur jaillit comme des jets de sang d'une artère », quand « les boxeurs descendent des fleuves souterrains d'épuisement, franchissent des sommets montagneux de souffrance et que les poumons hurlent au fond des cachots de l'âme ».

constances, l'individu puise au plus profond de son être et met à contribution des forces insoupçonnées, y compris de sa propre personne. L'intensité court dans les phrases de Mailer comme sur un ring où s'installe le rituel de la boxe et où les pugilistes « contemplant l'éclat de leur mort dans l'œil de l'homme qu'ils combattent ».

grâce aux coups reçus et distribués, grâce aux interminables heures d'entraînement. Il met Ali - « incarnation la plus vive de l'intelligence humaine que nous ayons connue jusqu'ici » - sur un piédestal. Ses outrances précèdent à sourire, n'était le flot de poésie qui déferle. « Ce qui différencie l'ego noble des boxeurs professionnels des ego inférieurs des auteurs, c'est que le boxeur vit sur le ring des expériences parfois démesurées, incommunicables », affirme encore Mailer.

Lire son livre, comme nous l'avons fait, après avoir assisté au match qui opposa il y a peu, à Berck, pour un championnat du monde des welters, le jamaïcain Simon Brown à l'Américain Tyrone Trisee, ajoute à l'émotion qui s'en dégage. Et pour moi, dans cet hymne à la volonté, à la fureur de vaincre, dans ce constat des mille tourments endurés par des âmes pour échapper à un quotidien abject, l'image de Joe Frazier surpasse celle de Muhammad Ali, car il vient d'une misère autrement plus grande.

★ LE COMBAT DU SIÈCLE de Norman Mailer, coll. « Archipel », Ed. Clancier-Gesnard, 90 p., 59 F.

HEATHCOTE WILLIAMS DES BALEINES Le destin exceptionnel, émouvant et étonnant de la créature la plus douée, la plus intelligente et la plus développée après l'homme : la baleine. 80 illustrations en couleurs, 192 pages, 140 F. Aubier

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES - 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Alain FOURMENT

HISTOIRE DE LA PRESSE DES JEUNES ET DES JOURNAUX D'ENFANTS (1768-1988)

« Il est rare qu'un ouvrage de référence se lise avec autant de plaisir... SIMONE AROUS, LE MAGAZINE LITTÉRAIRE »

ÉDITIONS ÉOLE 171, rue St-Jacques 75005 Paris

Marilène CLÉMENT Sans domicile fixe roman GALLIMARD

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

En déchiffrant la « perestroïka »

★ L'ANTIGUIDE DE MOSCOU, de Dimitri Savitski-Dinov, traduit du russe par Jacqueline Labasse (nouvelle édition augmentée avec une liste mise à jour d'adresses utiles), Ramsay, 330 p., 90 F.

★ LA TROISIÈME MORT DE STALINE. Entretien avec les intellectuels paritouchistes (Vitali Korotitch, Alexei Adjoubeï, Mikhaïl Chatrov, Iosif Guerassimov, Fazil Iskander, Oleg Tabakov, Alla Demidova, Elena Grekova, Ilya Zilberstein, Anatoli Jigouline, Valentin Rasputine), par Elena Joly, Actes Sud, 206 p., 85 F.

★ L'INCENDIE, de Valentin Rasputine, traduit du russe par Alexis Berslovitch, Julliard, 190 p., 75 F.

LA Russie est à la mode. Le millénaire de l'Église russe, de la glasnost, la réduction des armements, la reprise des relations avec la Chine, avec Israël ou avec les États-Unis, prédisposent au voyage. Bonne idée de rééditer cet Antiguide de Moscou (alors diffusé en 1980 que les voyageurs ne le trouveraient pas pour l'emporter aux J.O.) Revu et augmenté à la lumière de l'ère Gorbatchev, mais sans éliminer les survivances du passé brejnevien - ce que les Soviétiques appellent le « temps de la stagnation » - cet ouvrage bien documenté et insolent est bourré d'informations qui vous permettront de sortir de ce que l'auteur appelle le « tunnel », c'est-à-dire les circuits touristiques et les lieux d'élection des étrangers, sans parler de ces restaurants « coopératifs » où vous vous en tenez pour 50 ou 60 roubles par personne (sans le boisson).

même dans la presse la plus en pointe, comme Ogoriok ou les Nouvelles de Moscou (1), s'attarder au présent, de peur sans doute qu'il s'évanouisse. Il est vrai que le passé soviétique encore des archétypes inconnus qui on ne saura jamais comment réhabiliter : l'habitude d'obéir à des ordres contre nature ; la peur déguisée en vertu révolutionnaire.

On frappe à la porte - le titre du récit que publient les Éditions Actes Sud, - cela n'est pas une abstraction pour un Soviétique : beaucoup connaissent l'histoire, réelle, d'un couple qui, en pleine nuit, décide de demander, sans prévenir, l'hospitalité à des connaissances de la ville où ils sont tombés en panne ; pendant une bonne dizaine de minutes personne ne répond ; quand la porte s'ouvre enfin, les amis sont debout, tout habillés, leur valises à la main...

CRITE en 1980, onze ans après les événements dont il fait question, la nouvelle de Iosif Guerassimov (né en 1922) avait raté sa chance d'être publiée pendant l'embellie khrouchtchévienne ; parue l'an dernier, elle a reçu le Prix de la meilleure nouvelle de 1987, décerné par la revue Octobre... Une centaine de pages fortes qui, sans longs discours, sans moralisme ni irrégularité, nous racontent la nuit terrible de juillet 1949 où Baouline, le directeur de l'école venue de l'Oural, est chargé d'aider au « déplacement en des lieux éloignés » de familles de Mol-daves. Militant du parti, Baouline veut avoir sa conscience avec lui et se accroche à l'idée que ce sont des personnes ayant collaboré avec l'occupant fasciste allemand, des spéculateurs, des éléments suspects...

Journaliste pour le Molotov soviétique, Iosif Guerassimov a vécu comme correspondant les événements décrits dans son récit. Son père, juif de Lodz, membre du parti communiste depuis 1912, a été arrêté en 1937. « Dans ma classe, plus personne n'avait de père », se souvient ce fils d'un « ennemi du peuple », donc suspect, dans un recueil d'entretiens avec Elena Joly, intitulé « Optimisme » - La Troisième Mort de Staline.

« Normalement ce sont les jeunes qui devraient donner le ton, mais en fait ce sont les anciens qui tenaient en réserve ce qu'ils avaient au fond d'eux-mêmes, ou dans leurs tiroirs, explique Guerassimov. Et maintenant on publie, on écrit, ce qui n'était pas encore écrit. Les jeunes, eux, ne sont pas prêts. »

DANS la Troisième Mort de Staline, onze intellectuels évoquent la « perestroïka » dans de brefs entretiens tout récents - moins de six mois - comme « la dernière chance » de leur pays ; outre Iosif Guerassimov, des auteurs, des collectionneurs d'art, des gens de théâtre, expriment leurs espoirs en la démocratisation. Réapparaît même Alexei Adjoubeï, le géniste de Khrouchtchev, rédacteur des Izvestia pendant dix ans jusqu'au jour de la destitution de son beau-père en 1964, qui explique en économiste le sentiment d'attente et d'incertitude dans la population. « Il semble que rien ne se passe, et que les choses aillent moins bien qu'avant. C'est parfois vrai. Dans plusieurs entreprises, les ouvriers gagnent moins qu'avant. C'est que leur salaire est calculé d'après leur travail effectif et que les primes arbitraires ont disparu. » Vitali Korotitch, rédacteur en chef de la revue résolument perestroïkienne Ogoriok, s'élève contre la résurgence d'un vieux racisme antijif et slavophile chez ceux qui, en parlant de « voie nationale », de « tradition pétriée », demandent de la punir et de fermer sa revue, d'arrêter le processus de démocratisation. On retrouve là des options d'un Belov, d'un Valentin Rasputine. De plus en plus proche du mouvement soviétique. Parmi (à la Mémoire) même s'il n'y appartient pas, ce dernier partage, en effet, leurs opinions en ce qui concerne la fin des idéaux, le manque de vie spirituelle, la solitude, la perte des racines, l'exaltation de l'homme russe, la défense des valeurs anciennes et aussi la défense de l'écologie.

THÈMES que l'on retrouve dans le dernier roman de Marilène Clément - paru en 1985 - l'Incendie. Une autre nuit d'honneur et de vérité, presque docteur-lyonnaise, dans un village de Sibérie des bords de l'Angara qui menace un gigantesque incendie. L'époque stalinienne a laissé ses traces, et toute morale ancienne a été pervertie. « C'était le monde à l'envers, rééditait le seul personnage poétique, et ce qui n'aurait tenu toute la communauté, ce qui était pour tous une loi non écrite, ce qui était un fondement aussi ferme que la terre sous les pieds, s'était transformé en une survivance anormale. » Pour Rasputine, comme pour Guerassimov, le bien est devenu mal, le mal est devenu bien ; et pourtant, tout les sépare. De droite, de gauche ; nationalisme cosmopolite, chacun exprime sa vérité. Cela ne débouche pas encore sur un pluralisme ou sur une presse indépendante. Au lecteur de s'informer et de déchiffrer les textes.

(1) Moscou News 1987, édition par fac-similé de l'édition originale (en anglais) vient de paraître à Moscou. Éditions Novosti, 15 roubles. (2) A propos des pays limitrophes, les passionnés devront lire Les Confins de l'ancienne Pologne (Ukraine, Lituanie, Biélorussie), réédition - vingt-troisième siècle, reprenant les textes d'un colloque organisé l'an dernier à l'Université de Lille par Daniel Beauvois. Préface de Cosław Miłosz. Presses universitaires de Lille, 234 p., 120 F (voir « Le Monde des Evénements » du 15 mai 1987).













Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le Monde et Scott Paper advertisement. Includes logos for Le Monde and Scott Paper, and text in French describing the company's international presence and recruitment needs.

INGENIEUR ELECTRICITE - AUTOMATISME. Multiple job advertisements for electrical and automation engineers, including details on experience, location, and salary.

Le Cabinet ETAP a proposé aux lecteurs du MONDE les postes suivants: List of job openings in various fields like food, research, and production.

DEMANDES D'EMPLOIS. Classified advertisements for secretaries, capitalists, and other professionals seeking employment.

SPECIALISTE FONCTION PERSONNEL. Advertisement for a specialist in personnel management and organizational development.

L'IMMOBILIER. Real estate listings and services, including apartments, villas, and property management.

Artisans, Vacances, Loisirs. Small advertisements for artisans, travel, and leisure services.

EMBAISSY-SERVICE, BUREAU, FONDS DE COMMERCE. Advertisements for business services, office space, and commercial ventures.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris etap logo and contact information.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



SOMMAIRE

- Le dollar a frôlé mercredi les 6 francs à Paris...
L'accord sur la dette brésilienne constitue un retour à l'orthodoxie...
Le rapport de la Commission des opérations de Bourse...

L'accord sur la dette brésilienne

Le retour à l'orthodoxie

Nous sommes revenus, avec le cas brésilien, à un schéma parfaitement classique...
Il suffit de se rappeler quelques-unes des exigences des représentants du Brésil...

brésiliens en cas de non-paiement. Jusqu'à la dernière minute, les Brésiliens auront bataillé pour tenter de faire purement et simplement disparaître cette clause applicable jusqu'à présent à tous les types de créances...
Un rachat de 95 % de la dette bancaire...

pour financer les exportations non traditionnelles, autrement dit tout ce qui n'étant pas matières premières, fait la force croissante du Brésil...
Plus que son montage, qui permet à Brasilia de répartir sur des bases plus saines, c'est le schéma offert aux banques dans l'attribution de cet argent...

schéma, déjà utilisé au Brésil par les multinationales, devrait, au total, porter sur 1,8 milliard de dollars...
On évalue actuellement à quelque 13 milliards de dollars l'excédent commercial probable de l'année 1988...

Le rapport de la COB pour 1987

Une année boursière « fertile en événements »

La COB n'a été informée des pertes de la Chambre syndicale des agents de change que le 10 juin dernier...
L'année 1987 a été fertile en événements affectant le marché financier français...

pour autant l'excuser, l'absence de transparence dans cette « regrettable » affaire...
La COB s'est également penchée sur les conditions de placement de l'emprunt obligataire lancé par Moët-Hennessy...

Même le krach d'octobre, le marché financier français a été actif, constate la COB...
Au chapitre des enquêtes, le « gendarme » de la Bourse révèle qu'à côté des procédures habituelles pour s'assurer du respect des dispositions légales, certaines d'entre elles ont répondu à des critères bien précis...

Schlumberger
prend la parole aux 1res Journées Prospectives du journal Le Monde

La devise américaine à 6 F à Paris

Euphorie sur le dollar

Le redressement du dollar, amorcé le 14 juin après l'annonce d'une très nette diminution du déficit commercial des Etats-Unis...
La remontrance de la devise américaine s'est effacée non seulement par rapport au mark...

La tenue du franc

La Banque d'Angleterre a profité de la vigueur du dollar pour augmenter à nouveau son taux directeur, qui est passé, mercredi, de 8,50 % à 9 %...
Si, comme toutes les monnaies, le franc français a fléchi par rapport au dollar, il s'est encore raffermi au sein du système monétaire européen...

REPÈRES

Agriculture

La Grande-Bretagne annonce un plan de gel des terres...
La Grande-Bretagne vient d'annoncer un plan de gel des terres arables conformément aux décisions prises par cette question par le Conseil européen...

Balances des paiements

Déficit de 5,9 milliards de francs en février pour la France...
Le bilan des paiements courants de la France a été déficitaire de 5,9 milliards de francs en février...

Exportations

Suppression des bonifications de crédits...
M. Pierre Bérégovoy a décidé de mettre en œuvre une nouvelle étape de « débonification » des crédits à l'exportation...

La fusion avec Axa est acceptée

La Compagnie du Midi l'a emporté sur Generali

Comme on pouvait le supposer après l'ordonnance de référé du tribunal de commerce de Paris...
En dépit des « extrêmes réserves » du groupe Generali, qui a tenté à plusieurs reprises de compliquer les votes...

SMI SENA METRA
prend la parole aux 1res Journées Prospectives du journal Le Monde

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assemblée générale  
des actionnaires de Hachette SA du 21 juin 1988

**Message du président**  
Cela fait sept années — un vrai septennat ! — que j'ai pris la responsabilité du groupe Hachette et, si cette période incite particulièrement à établir un bilan, je crois que l'équipe Hachette peut être fière avec moi du chemin parcouru.  
Un groupe déficitaire en 1981, bénéficiaire de 251 millions en 1987, un chiffre d'affaires qui est passé de 7,8 milliards à 17,2 milliards.  
Désormais quatre grandes divisions aux structures décentralisées assurent le développement de Hachette dans toutes les activités d'un groupe multimédia : presse, livres, audiovisuel, distribution et services. La direction générale décide de la stratégie, des objectifs, en même temps qu'elle joue un rôle d'impulsion et de contrôle.  
Si l'exercice 1987 a marqué, par rapport à 1986, une forte progression des résultats (+17 % pour le chiffre d'affaires, 16,5 % pour le bénéfice consolidé), c'est au début de 1988 que nous avons clairement affiché nos ambitions en faisant un pas en avant considérable. L'acquisition simultanée de deux bases très importantes aux États-Unis nous positionne dans le club des cinq premiers groupes de communication du monde avec un chiffre d'affaires prévisionnel de 22 milliards de francs.  
Mais nous allons devoir encore plus forts, en suivant notamment deux directions essentielles :  
1. Nous continuerons notre situation de groupe multimédia, ce qui veut dire que nous n'abandonnerons aucune de nos ambitions clairement exprimées dans nos quatre secteurs d'activité.  
2. Nous confirmerons notre vocation internationale — déjà très significative puisque 50 % de nos activités sont réalisées hors de France. Pour cela, nous rechercherons des positions de leader mondial comme celles déjà acquises pour les livres de connaissances et encyclopédies et la presse magazine.  
Est-il nécessaire de souligner que nous ne nous dégageons d'aucune de nos activités en France, notre pays où nous puisons notre esprit d'entreprise et notre culture ? Mais il faudra être bien forts pour résister à la concurrence de nos équipes nous autorisant de très grandes ambitions : pourquoi pas la première place des groupes de communication mondiaux ?

Jean-Luc LAGARDERE

L'assemblée générale ordinaire du 21 juin 1988 a décidé la mise en répartition d'un dividende net de 30 F par action, donnant droit à un avoir fiscal de 11 F, soit un revenu global de 45 F contre 36,75 F au titre de l'exercice précédent.  
Ce dividende sera remis en paiement le 12 juillet 1988.

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire s'est tenue une assemblée générale extraordinaire, au cours de laquelle un certain nombre de décisions financières et statutaires ont été prises. Le conseil d'administration réunit le même jour en un arrêté les modalités et fixe le calendrier.  
Le nominal des actions a été réduit à 15 F et les actions divisées par dix. La date de réalisation de cette division a été fixée au 22 juillet 1988.  
En outre, le conseil d'administration, autorisé par l'assemblée générale, a décidé l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix actions de 15 F nominal détenues après division. Le droit d'attribution sera détaché le 11 août 1988.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

Économie

SOCIAL

La suspension du syndicat des électriciens  
Le risque de scission se précise  
au sein du mouvement syndical britannique

LONDRES  
de notre correspondant

Incapable d'imposer son code de conduite au syndicat des électriciens (EETPU), la direction du Trades Union Congress (TUC), la confédération des syndicats britanniques, a été contrainte de le sanctionner par une suspension, une mesure attendue depuis plusieurs semaines.

À l'issue d'une réunion de son conseil général (direction), le TUC a lancé un ultimatum à l'EETPU, situé à l'aile droite de la confédération : si, avant le 7 juillet, le syndicat des électriciens ne fait pas amende honorable en renonçant à la politique d'accords de non-grève avec les patrons et au principe de syndicat unique d'entreprise, il perdra sa place au sein du TUC.

Le chef des quelque 350 000 électriciens de l'EETPU, M. Eric Hammond, a déjà fait savoir qu'il n'était pas question pour lui de céder. Le prochain congrès du TUC, en septembre, sera donc contraint de ratifier l'exclusion et de prendre acte de ce fait de l'affaiblissement du mouvement syndical britannique.

Le secrétaire général du TUC, M. Norman Willis a vivement dénoncé l'attitude de l'EETPU qui, à terme pourrait « nous conduire à l'anarchie ». Mais, malgré cet avertissement, d'autres syndicats, comme celui des techniciens et mécaniciens (AUE), pourraient suivre l'exemple de l'EETPU.

Les divisions au sein du mouvement syndical interviennent au moment où le TUC tente de rassembler des forces à la confédération durement touchées par le « thatcherisme ».

Lorsqu'un « Dame de fer » est arrivé au pouvoir en 1979, le TUC comptait 12,2 millions d'adhérents. L'an dernier, il en comptait trois millions de moins.

La récession du début des années 80, avec un accroissement considérable du chômage avait provoqué une certaine désaffection des sala-

riés à l'égard de leur syndicat. Cette année, le syndicat national des mineurs de M. Arthur Scargill qui avait déféré pendant des mois la politique de M<sup>me</sup> Thatcher va sans doute perdre son siège au sein de la direction du TUC. Il ne compte que 90 847 adhérents alors qu'il en faut 100 000 pour être en membre du conseil. Avant la grève des mineurs, le syndicat comptait 200 000 adhérents.

Avec la relance de l'économie britannique, le TUC relève la tête. Mais l'adoption d'une ligne dure ne plaît pas à tout le monde comme le montre l'attitude des électriciens. En outre, certains membres de la confédération ont engagé une bataille pour le recrutement de nouveaux adhérents. Le syndicat le plus important, celui des transporteurs (TGWU), avec près d'un million et demi d'adhérents, cherche à recruter dans d'autres secteurs en s'appuyant par exemple qu'un chauffeur de camion travaillant dans le textile est avant tout un transporteur...

Si le TUC ne fait pas de concessions, il risque de laisser passer une chance de renouveau qui ne s'était pas présentée depuis longtemps.

(Interim)

● **Référendum aux Houillères de Provence** : une majorité pour la reprise du travail. — Tandis que la grève à l'appel de la CGT et de la CFDT continue aux Houillères de Provence, la direction a annoncé, mercredi 22 juin, que 886 salariés sur les 1 028 qui ont répondu au questionnaire adressé à tous les salariés de l'établissement (1 804) étaient favorables à une reprise immédiate du travail, 21 s'y étant opposés, les autres réponses (41) étant nulles ou ambiguës. Mais 87 % seulement des salariés ayant répondu, la majorité en faveur de la reprise n'est que de 53,54 %.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Rhône-Poulenc consacre 1 % de sa masse salariale à la formation

Le groupe Rhône-Poulenc (82 500 salariés dont 637 en France) a consacré en 1987 5 % de sa masse salariale à la formation, considéré comme un investissement au même titre que la recherche. Il utilise ce qu'il appelle la méthode d'« évaluation formative ». « En prenant conscience de ses points forts et de ses points faibles, note le rapport annuel, chacun peut s'orienter vers la formation la mieux adaptée à son besoin d'évolution ».

En 1987, cette méthode a été étendue à douze sites, et elle sera progressivement mise en place dans toutes les filiales internationales. Tous les établissements de Rhône-Poulenc sont également invités à mettre en place un système de gestion prévisionnelle des emplois afin de voir à terme le nombre d'emplois qui sera offert et les niveaux de qualification nécessaires.

Rhône-Poulenc entend également faire « évoluer ses règles collectives » par une négociation, « chaque fois que cela est possible », avec les organisations syndicales. C'est ainsi qu'a été récemment mis au point « un système de prétraite à mi-temps qui permet de recruter des jeunes tout en donnant l'occasion aux plus anciens de « décrocher » un douzième ».

● **L'esprit Bouygues**.

Numéro un mondial du BTP, le groupe Bouygues joue sa cohésion sur des images fortes : les mille « compagnons du Minorage », un ordre constitué depuis vingt-cinq ans, et deux-cent cinquante cartes de qualité, un syndicat FO-Bouygues qui obtient 81 % des voix contre 19 % à la CGT, grâce à une participation à 86 %. Mais dans le rapport annuel 1987, M. Yves Gilmas, directeur général administration-équipements-relations humaines, explique que l'entreprise mise sur la communication : « Priver un homme d'information, c'est défaire les liens qu'il a avec l'entreprise ». Une grande enquête d'opinion a été menée auprès des 11 800 cadres et agents de maîtrise. L'image est rassurante.

● **La représentativité au Crédit agricole**. — Le tribunal de

grande instance de Paris se prononcera sur le fond, le 10 octobre, sur les demandes de l'intersyndicale CFDT-FO-CFTC-FGSOA et de la CGT d'annuler la nouvelle convention collective. Le Monde du 3 juin. Le 17 juin dernier, le tribunal a estimé que le syndicat indépendant SNIACAM, signataire de la convention avec la CGC, devait apporter les preuves de sa représentativité. Un huis-clos a été nommé à cette fin. Il rendra ses conclusions le 10 octobre.

● **Roussel-Uclaf et sa « pionnière »**. — Le groupe Roussel-Uclaf (8 350 personnes en France, soit une baisse de 13 % par rapport à 1986) prépare un projet d'entreprise « pour accompagner les changements d'identité et de valeurs qui vont en partie se produire ». Il traduira, affirme le groupe, « notre passion pour la vie ».

● **La retraite progressive approuvée par les cadres**. — La commission paritaire de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) a approuvé, mercredi 22 juin, les propositions pour la retraite progressive présentées par le groupe de travail « techniciens » (Le Monde du 19 mai). Les cadres ayant atteint l'âge de soixante ans et cotisés cent cinquante trimestres qui réduisent leur activité

pourront toucher une retraite partielle. Ils continueront à cotiser sur les salaires qu'ils touchent et à accumuler des points de retraite jusqu'à soixante-cinq ans. La commission paritaire de l'Association des régimes de retraite complémentaires (ARRCO : non-cadres), avait déjà approuvé ces propositions le lundi 6 juin. Le système entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

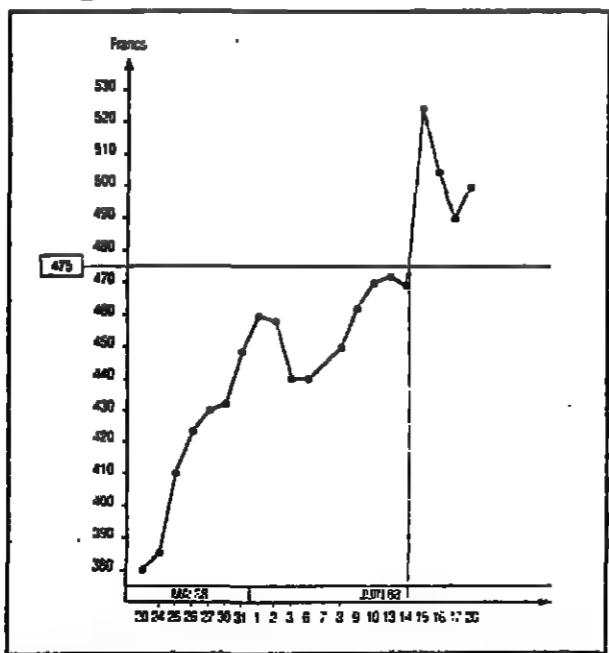
INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

BONS C VALEO

Date limite de souscription : 8 juillet 1988  
10 BONS C permettent de souscrire une action VALEO à 475 F.

Cette souscription concerne tous les porteurs actuels de bons C ou tous porteurs d'obligations convertibles ou de bons B qui convertiront leurs obligations ou exerceraient leurs bons B avant cette date.

Compte tenu des cours actuels...



... et des performances financières de VALEO...

| En millions de francs        | 12 mois 1987 | 1 <sup>er</sup> semestre 1988 (Ratio au 14/06/88) | Rappel 1 <sup>er</sup> semestre 1987 |
|------------------------------|--------------|---|--------------------------------------|
| Chiffre d'affaires consolidé | 12 400       | 8 700   | 7 200                                |
| Résultat net consolidé       | 440          | 500   | 208                                  |
| en % du chiffre d'affaires   | 3,5 %        | 5,8 %   | 2,8 %                                |
| Résultat net part du Groupe  | 360          | 450   | 207                                  |
| Actif net                    | 3 500        | 4 400   | 2 800                                |
| Endettement net              | 2 100        | 1 200   | 1 900                                |

... la souscription des bons C vous permettra de participer à l'expansion de VALEO.

Premiers cours quotidiens du 20 mai au 20 juin

L'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

**Valeo**

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



## Si le marché fait les 3 × 8, quand le Directeur Financier peut-il dormir ?

Vous pouvez, bien sûr, rester debout vingt-quatre heures sur vingt-quatre à guetter les fluctuations du marché des changes. C'est une certaine façon de maîtriser le risque.

A notre avis, ce n'est pas la meilleure.

Chez NatWest nous connaissons le marché des changes. Nos trésoriers sauront, en liaison avec le Directeur de Compte qui sera votre contact personnel, établir une stratégie qui réduira votre risque de change au minimum tout en vous laissant bénéficier pleinement de la variation positive des cours.

Change à terme, options de change, dépôts, avances en devises: ces produits nous sont familiers. Ils permettent à NatWest de réagir immédiatement aux fluctuations du marché, nuit et jour.

NatWest, un groupe bancaire représentant plus de 850 milliards de francs d'actifs, une présence dans 36 pays, un rating AAA, l'un des tout premiers noms de la finance internationale.

Vous pouvez dormir - Nous veillons.

**NatWest The Action Bank  
La Maîtrise du Risque**

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

CONDAMNATION DE M. LOUIS CHEVALIER PROFESSEUR HONORAIRE AU COLLEGE DE FRANCE Par arrêt en date du 21 janvier 1988, la Cour d'Appel de Montpellier a confirmé la condamnation de M. Louis CHEVALIER à payer à la fille de M. NEAU et à sa famille la somme de 150 000 F en réparation du préjudice moral et matériel qu'ils ont subi en raison des allégations mensongères contenues dans l'ouvrage « Les Reclis de Mer » dont M. CHEVALIER est l'auteur.

La Cour confirme la condamnation de M. CHEVALIER aux dépens d'instance et d'appel et ordonne l'insertion de l'arrêt dans 4 journaux. POUR EXTRAIT.

Jugement de la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal de grande instance de Paris en date du 23 février 1988, entre : - LE GAZ DE FRANCE, 23, rue Philibert-Delorme, Paris (17<sup>e</sup>) - Partie civile - contre : - M. Carrier Philippe Jacques, 93, rue de la Chapelle, Paris (18<sup>e</sup>) - Coupable de Publicité fautive ou de nature à induire en erreur, non-respect du délai de réflexion de l'acheteur et défaut de conclusion du contrat exigé en matière de démarchage et de vente à domicile.

Par ces motifs : Le condamne à la peine de 18 mois d'emprisonnement avec sursis et à 10 000 F d'amende. Reçoit Madame Sylvette Pachomsky et le Gaz de France en leur constitution de partie civile et les déclare fondées.

Le condamne à verser au Gaz de France la somme de 5 000 F à titre de dommages et intérêts et celle de 1 000 F au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Ordonne aux frais du condamné la publication par extrait du présent jugement dans France-Soir et Le Monde. Le condamne aux dépens. M<sup>e</sup> Michel Parmentier, avocat à la cour.

La 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle du Cour d'Appel de Paris a rendu le 16 mars 1988 l'arrêt suivant : « Le tribunal a déclaré M<sup>me</sup> Françoise Richard, coupable d'avoir, le 26 septembre 1985, par paroles proférées au cours de la séance du conseil municipal de Noisy-le-Grand, provoqué à la discrimination à l'égard d'un groupe de personnes en raison de leur origine et de leur non-appartenance à des nations déterminées, en proposant l'adoption d'une motion exigeant l'arrêt immédiat de toute attribution de logement aux étrangers non membres de la Communauté européenne.

La cour condamne la prévenue à la peine de 2 000 F d'amende, à payer au MRAP la somme de 1 F de dommages et intérêts, ordonne la publication du jugement dans un journal au choix de la partie civile. »

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

OFFICIERS MINISTERIELS VENTES PAR ADJUDICATION Rubrique OSP 84, rue La Boétie, 45-63-12-88

VENTE au Palais de Justice à PARIS, Jeudi 7 JUILLET à 14 h 30 IMMEUBLE INDUSTRIEL à WISSOUS (91) 18, avenue Ampère M. à P. : (S/surenchère) 3.355.000 F

Vente à l'ext. Palais de Justice de Paris, lundi 4 juillet 1988, à 11 h IMMEUBLE DE RAPPORT à PARIS (17<sup>e</sup>) 91, AVENUE DE CLICHY - 2 CORPS DE BATIMENT, un dominant sur l'avenue de Clichy, de 5 ETAGES, l'autre sur cour, de 2 ETAGES sur caves SUPERFICIE AU SOL : 10 a 89 ca - M. à P. : 3 000 000 de F

Vente après liquidation de biens au Tribunal de Grande Instance de Nanterre, salle des Criées, le Jeudi 30 juin 1988 à 14 h UN TERRAIN de 2 333 m<sup>2</sup> à DOMONT (Val-d'Oise) Avenue de la République et rue de l'Ouest Mise à Prix : 350 000 F

(Suite de la première page.) Le risque d'une « délocalisation » de l'épargne française, d'une fuite des capitaux vers des lieux fiscaux plus cléments, est réel... et inquiétant à plus d'un titre. Pour l'économie nationale tout d'abord : placée à l'étranger, l'épargne française reviendrait-elle à assurer le financement de l'investissement dans l'Hexagone? Pour les intermédiaires financiers français ensuite (les banques notamment), qui verraient ainsi échapper une partie de leur fonds de commerce. Pour l'Etat enfin, dont les recettes fiscales devraient souffrir d'une réduction des bases imposables.

Le cas des organismes de placement collectif

Étudié par l'un des trois sous-groupes de travail, animé par M. Michel Cicurel, directeur général de Cortal, le cas des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), dont font partie les SICAV et les fonds communs de placement (FCP), nécessite, d'après le rapport de M. Lebbégu, un traitement « urgent », avec des mesures fiscales qui devraient être intégrées dans le loi de finances pour 1989.

Si la France occupe encore une forte position dans ce domaine (avec 1 200 milliards de francs gérés), les OPCVM français représentent 40 % des fonds gérés collectivement en Europe, elle pourrait rapidement perdre son avantage. Ces organismes souffrent en effet, d'après le rapport de M. Lebbégu, de deux handicaps, l'un de nature fiscale, l'autre de type réglementaire. Or, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1989, les OPCVM européens, déjà en vente libre aujourd'hui, pourront faire l'objet de publicité et de démarchage commercial.

Étudié par l'un des trois sous-groupes de travail, animé par M. Michel Cicurel, directeur général de Cortal, le cas des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), dont font partie les SICAV et les fonds communs de placement (FCP), nécessite, d'après le rapport de M. Lebbégu, un traitement « urgent », avec des mesures fiscales qui devraient être intégrées dans le loi de finances pour 1989.

Économie

EUROPE 93 : harmonisation fiscale Epargne sans frontières

S'appuyant sur une analyse comparative et exhaustive de la fiscalité des produits d'épargne (actions, obligations, dépôts à terme, bons de caisse...) dans tous les pays européens (réalisée par le cabinet Arthur Andersen), les membres de ce groupe sont convaincus que, si rien n'est fait, le risque d'une délocalisation de l'épargne est important pour la France. En effet, le constat dressé par le document n'est guère favorable à notre pays.

La France apparaît tout d'abord comme le pays d'Europe où la fiscalité sur les revenus des produits d'épargne est la plus forte (27 % sur les revenus des obligations, 47 % sur ceux des dépôts à terme, des bons de caisse, 52 % sur ceux des bons anonymes...). Le seul des 40 est rarement atteint chez nos partenaires.

La France, ensuite, est le pays où la fiscalité de l'épargne est appliquée de la manière la plus rigoureuse. Grâce à la déclaration des

revenus de l'épargne par les intermédiaires financiers (les banques), l'administration fiscale en a une connaissance presque parfaite. Deux autres pays européens seulement pratiquent l'obligation de la déclaration par des tiers (le Danemark et, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988, les Pays-Bas). Ailleurs, la déclaration des revenus de l'épargne relève des seuls épargnants. L'évasion fiscale est massive. Le rapport indique qu'en Allemagne fédérale, par exemple, plus de 70 % des revenus d'obligations échappent au fisc. Cette sous-évaluation y est tolérée depuis longtemps.

Troisième élément mis en évidence par le rapport de M. Lebbégu, la suppression de la retenue à la source sur les revenus des obligations décidée par les Etats-Unis en 1985 a provoqué, par mimétisme, un mouvement semblable en Europe. Dans la plupart des pays de la Communauté, les « non-résidents » ne sont pas imposables sur les revenus de leurs placements. Dans ces conditions, tout résident de l'un des pays de la CEE pourra, lorsque les mouvements de capitaux seront totalement libres, placer son épargne dans l'un des autres pays de la CEE. Il y sera considéré comme un « non-résident » et échappera de ce fait à l'impôt.

De ce constat, le groupe de travail tire un double enseignement. La recherche d'une harmonisation internationale des régimes de taxation des revenus de l'épargne est indispensable. Dans la mesure où il ne sera pas possible d'imposer aux pays à faible fiscalité (Luxembourg, Grande-Bretagne...) une pression fiscale accrue, elle passe nécessairement par un effort plus important de la part de la France.

Un tel dispositif, commun aux Douze, soulève plusieurs questions. La retenue à la source - la meilleure assurance contre toute évasion fiscale - fonctionnerait-elle comme un prélèvement libératoire, l'épargnant n'ayant plus à payer d'impôt? Tel devrait être le cas pour les non-résidents. En revanche, certains membres du groupe de travail suggèrent que

CFI compagnie foncière internationale Le Crédit Foncier d'Indochine, créé en 1923, général à la fin de la Seconde Guerre Mondiale un patrimoine situé à 96 % Outre-Mer. En 1957, le C.F.I. devenu Crédit Foncier et Immobilier avait recouvert 90 % de son domaine immobilier vers le métropole. En 1988, le C.F.I., qui n'a effectué plus aucune opération de crédit, prenant acte des activités actuelles de la société et de l'orientation internationale qu'il entend lui donner, a choisi un nouveau sigle et une nouvelle dénomination : C.F.I. compagnie foncière internationale

Une stratégie de valorisation Des actifs immobiliers diversifiés et de qualité. Une politique active d'arbitrage et de réajustement du patrimoine. Une implantation internationale. Une valeur dynamique. Surfaces et bases locatives au 31.12.87. Valeur intrinsèque des actifs au 31.12 (en millions de francs)

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 7 JUILLET 1988, à 14 h 30 UN APPARTEMENT DE 2 P.P. A PARIS (15<sup>e</sup>) 75, rue de l'Eglise MISE A PRIX : 160.000 F

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 30 JUIN 1988, à 14 h 30 - EN UN LOT APPARTEMENT 4 P. - 19, RUE REMUSAT PARIS (16<sup>e</sup>) au 4<sup>e</sup> étage avec entrée, cuisine, office, s. de br., Cabinet de toilette, w.-c., dégar, Plac.-Droit en commun du w.-c. même étg. / palier escal. service - CHAMBRE 7<sup>e</sup> étg. C.A.V.E. MISE A PRIX : 660.000 F

VENTE SUR FOLLE ENCHERE après saisie immob. Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 7 JUILLET 1988, à 14 h 30 - EN UN LOT UN APPARTEMENT de 3 PIÈCES PRINC. Une CHAMBRE séparée, au rez-de-ch. - CHAMBRE au 7<sup>e</sup> étg.-CAVE 195, bd MALESHERBES - PARIS (17<sup>e</sup>) M. à P. : 575.000 F

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIEME, Palais de Justice de PONTOISE le JEUDI 30 JUIN 1988, à 14 h - EN UN LOT UNE PROPRIÉTÉ à NEUILLE-SUR-OISE (95) 10, chemin du Paillot - Cont. 51 a 20 ca MISE A PRIX : 1 804 000 F

VENTE SUR LIQUIDATION JUDICIAIRE, au Palais de Justice de CRETEIL le JEUDI 7 JUILLET 1988, à 9 h 30 - EN UN LOT UN IMMEUBLE à usage de CLINIQUE 115, rue de la CONCORDE - MAISONS-ALFORT (94) - cad. sect. X, n° 55, pour une contenance de 11 ares 81 ca. MISE A PRIX : 500.000 F

مكتبة من الأناضول

# Économie

## et ouverture des marchés publics

### Les directives de la Commission de Bruxelles

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La Commission européenne a transmis, le mercredi 22 juin, aux gouvernements membres ses propositions visant à libérer les marchés publics dans les secteurs de l'énergie, des transports, des télécommunications, du traitement et de la distribution d'eau potable. S'agissant de la question particulière de la fourniture d'électricité, l'exécutif de la CEE abonde dans le sens souhaité par la France en s'engageant à arrêter un projet de suppression des barrières protectionnistes avant le 30 juin 1989, de manière à respecter l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Bruxelles complète ainsi sa gamme de directives - en cours d'examen par les Douze ou dont l'entrée en vigueur est prévue pour les toutes prochaines années - sur l'ouverture des marchés publics. La nouvelle législation envisagée s'adresse aux organismes adjudicateurs des quatre secteurs concernés, qui, pour l'instant, selon la Commission, « ne sont pas capables de résister aux pressions politiques pour acheter national ». L'exécutif européen vise, entre autres, les compagnies de chemins de fer, les ports et

les aéroports, les distributeurs de gaz et d'électricité, les entreprises d'extraction d'hydrocarbures, de transports municipaux et les fournisseurs d'eau et de services de télécommunications.

### La Commission souhaiterait contrôler les grands projets de concentrations

La Commission européenne de Bruxelles souhaiterait que les Douze lui confient le pouvoir de contrôle préalable que les grands projets de concentration qui risqueraient d'aboutir à des abus de position dominante. L'organe exécutif de la CEE redoute en effet que la disparition des frontières d'ici à 1992 n'ouvre la voie à des prises de contrôle préjudiciable à la libre concurrence.

Le commissaire à la concurrence, M. Peter Sutherland a présenté, le 22 juin à Luxembourg un texte qui prévoit une notification préalable lorsque le chiffre d'affaires total des entreprises fusionnant dépasse 1 milliard d'ECU (7 milliards de francs) et celui de l'entreprise absorbée 50 millions d'ECU, si le nouveau groupe résultant de la fusion contrôle moins de 20 % du marché communautaire dans le secteur concerné. L'opération serait en principe acceptée. M. Sutherland estime que cent à cent cinquante cas seraient ainsi soumis à l'aval de Bruxelles chaque année.

Les ministres chargés des affaires européennes ont réagi diversement à ce texte. M<sup>me</sup> Cresson estimant que la barre devait être placée plus haut, les Britanniques marquant de « profondes inquiétudes ».

Dans l'esprit de la Commission, la réglementation communautaire devra couvrir les marchés de fournitures dépassant le chiffre de 200 000 ECU (1,4 million de francs) soit le prix, par exemple, d'une petite grue ou de deux autocars. En ce qui concerne les marchés de travaux, la barre est placée à 5 millions d'ECU (35 millions de francs) correspondant au coût de placement de 10 kilomètres de voie ferrée ou d'un dragage dans un port important. Afin que la libération du marché - qui représente au total 15 % du produit national brut de la CEE - ne conduise « à des concessions commerciales unilatérales à l'égard des pays tiers », la Commission suggère d'exclure les offres qui comportent moins de la moitié de la valeur des biens et des services originaires des Douze. En outre, entre deux propositions équivalentes, l'administration nationale, ou l'organisme public, devra retenir obligatoirement l'offre présentée par l'entreprise communautaire.

MARCE SCOTTO.

### L'Europe maritime dans le brouillard

Depuis plus d'un an et demi, l'Europe des transports maritimes est en panne. En décembre 1986, un ensemble de dispositions juridiques avaient été arrêtées par les Douze qui visaient à lutter contre le protectionnisme, les positions dominantes et les ententes. Le seul contrepoint en faveur des flottes communautaires consistait à contrecarrer les pratiques déloyales des armements des pays tiers, mais, aujourd'hui, seule l'entreprise sud-coréenne Hyundai fait l'objet d'une enquête diligente par les services de la Commission.

Bref, ce vide européen (car les initiatives sont restées beaucoup plus théoriques que concrètes) fait le jeu des tenants du libéralisme le plus pur, au premier rang desquels la Grande-Bretagne. Le 20 juin, à Luxembourg, au conseil des ministres, M. Louis Pensec, ministre de la mer, a indiqué à ses collègues que la France n'accepterait pas que ce laissez-aller et ce chaos pour soi tenant lieu de politique maritime communautaire. D'autant que

les dispositions de décembre 1986 seraient dû être compensées par une série de mesures dites « positives » de soutien financier et d'harmonisation sociale des réglementations.

La situation de la marine marchande de la CEE apparaît en effet franchement catastrophique, puisque, de 1980 à 1987, le tonnage des flottes battant pavillon d'Etats européens a régressé quatre fois plus que celui de la flotte mondiale. « La richesse des chargeurs, c'est-à-dire des exportateurs et des importateurs, ne saurait se construire sur les ruines de nos flottes », a déclaré M. Le Pensec.

Suivi par ses collègues, M. Le Pensec a instamment prié la Commission de mettre au point, le plus vite possible, des propositions, ce qu'elle a fait dès le 22 juin dans un premier rapport du commissaire Clinton Davis. Pour sa part, la France demande que ces propositions prévoient un volet juridique, fiscal et financier afin que les arma-

teurs européens ne soient pas en position d'infériorité par rapport à leurs concurrents étrangers. L'autre volet est d'ordre social et concerne aussi la formation des marins et des officiers.

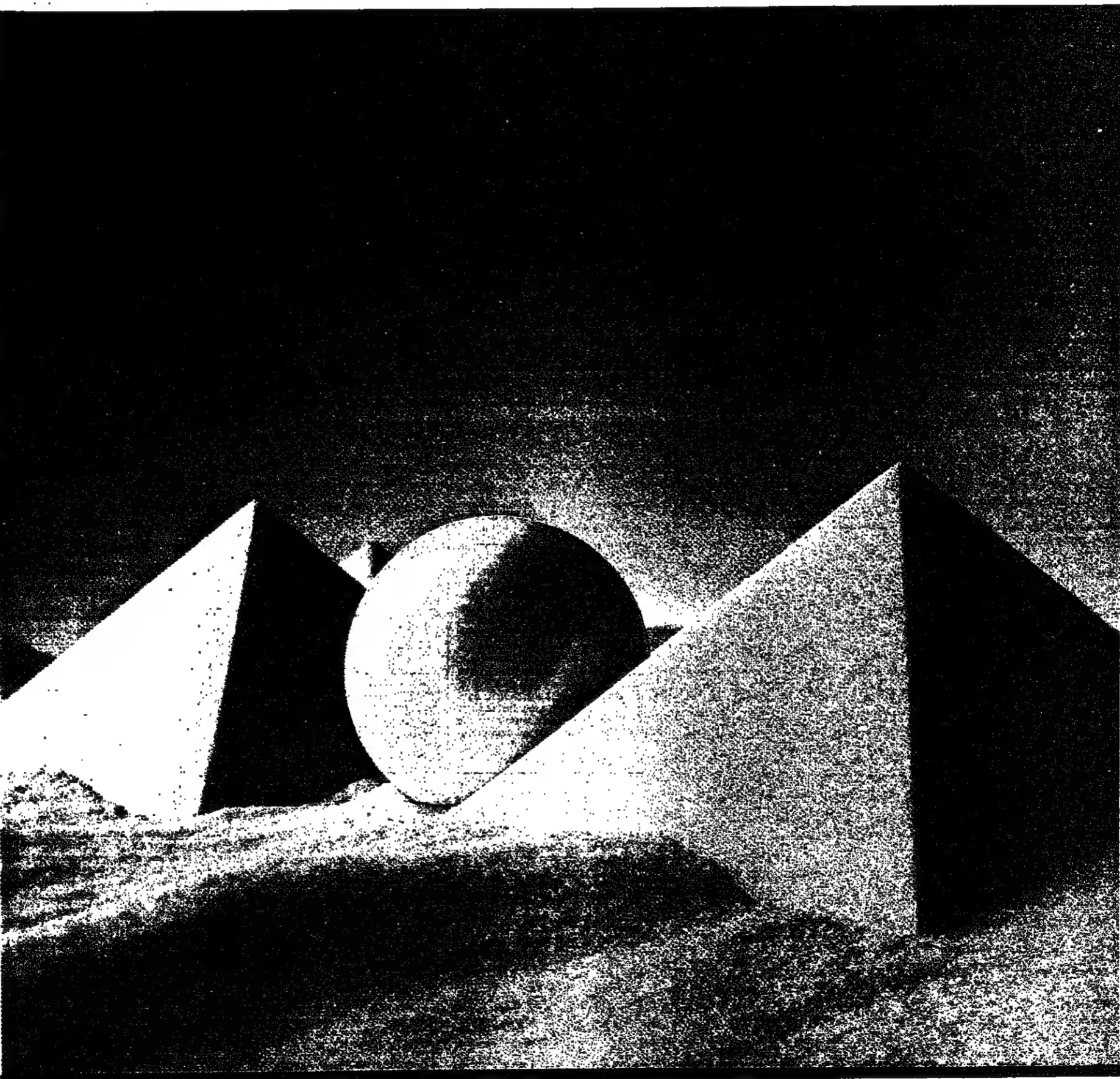
Enfin, en 1993, tout armateur de la CEE pourra effectuer n'importe quel transport dans l'espace maritime européen. Autrement dit, le cabotage national ne sera plus réservé aux seules compagnies des Etats membres et un armateur danois ou français pourra exploiter des lignes entre Le Pirée et les îles grecques tandis que rien n'empêchera une entreprise allemande de faire naviguer des ferries entre la Corse, la Sardaigne et Nice.

Si la Grande-Bretagne et les Pays-Bas poussent pour faire écarter le plus vite possible le monopole de cabotage, les pays du sud de l'Europe et la France entendent que cette ouverture aille de pair, comme c'est le cas pour la construction navale, avec des

mesures communautaires de soutien aux flottes européennes. Il convient de maintenir un minimum de contrôles relatifs à la sécurité, aux conditions de rémunération minimales pour les marins et aux exigences de service public pour la desserte des îles. Un sujet qui intéresse beaucoup la Compagnie générale maritime et sa filiale la SNCM.

Pour préparer les milieux maritimes français à ces échéances proches, M. Le Pensec a confié à un parlementaire une mission d'information et de proposition afin de recueillir les avis des armateurs français et des organisations syndicales. Il s'agit du nouveau député socialiste de la Sarthe, M. Jean-Claude Boulard, qui était, de 1981 à 1985, et pendant ces dernières semaines... son directeur de cabinet. Quant aux ministres concernés de la CEE, ils sont convenus de se revoir en septembre prochain.

FRANÇOIS GROSRICHARD.



### COMPAREX : le compatible par excellence

Des technologies de pointe pour une gamme complète de moyens et grands systèmes informatiques compatibles. Des hommes compétents pour un service de qualité.

# COMPAREX

Une filiale de BASF et de Siemens

COMPAREX Information Systems Z.A. du Petit Nanteau St. rue des Faupeurs F-92000 Nanterre  
COMPAREX Information Systems S.A., N.V. Avenue Hamor 14 B-1180 Brussels  
COMPAREX Information Systems AG Postfach CH-8020 Widenawil/Au

**Le Monde**  
EN BANQUE  
DE DONNÉES  
LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE  
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987  
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL  
OU VOTRE MINITEL  
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :  
SINORG G CAM.  
SERVEUR  
Tél. : (1) 45 38 70 72

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**CAPITAL PLUS**  
SOCIÉTÉ  
D'INVESTISSEMENT  
À CAPITAL VARIABLE  
Le conseil d'administration, réuni le 16 juin 1988, sous la présidence de M. Jean-Marie Palmel-Marmont, a décidé de compléter la rubrique « souscriptions et rachats » par la mention suivante :  
« Cependant la SICAV pourra déduire une commission de rachat de 1 % maximum de la valeur liquidative pour couvrir les frais de ventes éventuelles lorsque celles-ci seront rendues nécessaires pour faire face à une demande de rachat importante. »



Marchés financiers

BOURSE DU 22 JUIL

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Cours relevés à 17 h 29'.

Comptant (sélection) SICAV (sélection) 22/6

Comptant and SICAV tables listing various securities, their prices, and yields. Includes sub-sections for 'Obligations', 'Actions', 'Étrangères', and 'Hors-cote'.

Cote des changes Marché libre de l'or

Exchange rates and gold market table with columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS DES BILLET', and 'MONNAIES ET DIVISES'.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

o : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - \* : marché continu

